

Les marchands de vin et les tenanciers de tripots sont des puissances électorales ou parlementaires : un jour viendra, qui est proche, où les mercantis de la pornographie, par leur nombre, leur richesse, leur influence sociale, n'auront rien à leur envier.

De l'art, on nous en donnera, si l'on y met le prix. En se raffinant, en se faisant plus intellectuelle, plus artistique, la pornographie élargira son champ d'épandage. Il y en aura pour tous les goûts, — et pour tous les dégoûts. M. Pierre Louys et les esthètes se peuvent réjouir : on crèvera en beauté.

Si les expédients coercitifs peuvent atteindre un mode de pornographie, on peut être assuré d'avance que ce sera pour en favoriser et même en susciter d'autres, aussi nocifs. Tous ces abcès sont des exutoires. Il est vain de chercher à les soigner les uns après les autres, et il est peut-être dangereux de les fermer artificiellement.

Aucune loi ne saurait avoir la souplesse vivante qu'il faut pour suppléer une âme. Si, à la rigueur, elle peut fixer la longueur et l'épaisseur des chemises des actrices, elle ne peut régler les mouvements lascifs, les sous-entendus égrillards, ni les imaginations, plus ou moins morbides, des spectateurs. Elle ne peut empêcher l'obscénité qui se trace sur les murs, ni surprendre celle qui s'accomplit dans les bouges bien clos.

La police ne peut rien sur l'imagination, et c'est l'imagination qui fait surtout l'obscénité d'un dessin ou d'un écrit. Pour les cœurs chastes, tout est pur. Au moyen âge, les sculptures des cathédrales étaient

pures. En reproduisant les pires lubricités des damnés, les naïfs artistes médiévaux voulaient en inspirer l'horreur et non le désir. Ils y réussissaient pleinement. Aujourd'hui, même les statues grecques sont obscènes. Nous en avons fait l'expérience dans un milieu ouvrier, où nous avons pu observer des enfants, des jeunes femmes et des jeunes hommes défilant devant un moulage du Discobole. Pour un voyou des faubourgs, la Bible et même les Évangiles sont équivoques.

Les circonstances, l'époque, le milieu, l'âge, peuvent modifier le caractère moral d'une œuvre, et pour une même personne. Ainsi, pour quelques-uns, *Nana* était un roman pornographique, il y a vingt-cinq ans, qui est une « étude de mœurs » aujourd'hui.

L'obscénité, au fond, elle est au dedans de l'homme. Et ce n'est pas la pornographie qui l'éveille. La pornographie vient après pour la satisfaire à bon compte, et commodément.

Le besoin s'étant fait sentir, des professionnels se sont révélés pour le satisfaire. C'est normal, et tout à fait dans les principes de l'économie politique et morale de notre temps.

Au nom de quoi veut-on empêcher que les uns poursuivent les plus gros profits de leur labeur ou de leur commerce et que les autres recherchent les meilleurs plaisirs qui conviennent à l'âme que leur a faite ce siècle ? L'argent et les jouissances, ce sont les seuls ressorts qui subsistent. Ils jouent comme ils peuvent.

Tout est épars. Tout ce qui pouvait relier est

rompu. Tout ce qui pouvait rallier est conspué. On proclame que les individus sont libres, qu'ils n'ont plus que des droits et qu'il n'y a qu'une autorité, celle du nombre. Ou il faut accepter franchement ces principes dissolvants jusqu'à la fin de tout, ou, si l'on veut vivre, il faut réagir et reconstituer la société dissoute.

On n'a pas — sauf quelques exceptions tératologiques — la vocation de la pornographie ; on ne se résout à un tel métier que par la faim et par le lucre. C'est la demande qui, d'abord, provoque l'offre. Voilà une précieuse indication : examinez l'étalage des libraires, et concluez. Le nombre est évidemment pour la pornographie. Respectez donc la loi que vous vous êtes donnée, ou coalisez-vous, dès lors, pour la chambarder. La politique du suffrage universel a pour corollaire l'art et la littérature du suffrage universel. Ploutocratie implique pornocratie. Si vous réprouvez celle-ci, ô bons philanthropes et moralistes ! il vous faut, avec nous, condamner celle-là, — combien plus pourrissante.

La corporation, en organisant le travail, donnait l'orgueil de l'œuvre produite. Elle avait institué une morale professionnelle. On ne travaille plus que pour l'argent. Les économistes ont enseigné qu'il n'y avait qu'un devoir : gagner le plus d'argent possible. Pour de telles leçons, on est toujours sûr d'avoir de brillants élèves qui dépassent leurs maîtres. Nous en sommes au sabotage : le plus mauvais travail pour le plus fort salaire. Il n'y a plus que des saboteurs, en haut et en bas, partout.

La pornographie n'est qu'une manière du sabotage de l'art, — et donc une conséquence de l'anarchie économique. Laissez faire, laissez passer, — laissez empoisonner, pourrir, laissez saboter.

Est-ce donc la moralité publique qu'il faut redresser ? Comment ? Vos prêches, il faudrait y croire vous-mêmes, et à tout le moins jusqu'à vous astreindre à l'attitude de les vivre.

On n'a plus d'autre objet que de jouir quand on n'a plus de devoirs. Et l'on n'a plus réellement de devoirs, — ni envers soi-même, puisque l'individu isolé n'est plus qu'un accident d'un moment ; ni envers son métier, puisqu'on n'œuvre plus que pour le gain ; ni envers la famille, puisque le divorce et le féminisme spontané l'ont dissoute ; ni envers l'État, puisque le parlementarisme l'a désagrégé ; ni envers la société même, puisque il n'y a plus de vie sociale.

Dans cette anarchie, toute jouissance est légitime, celle que donne la pornographie comme les autres. On ne dose pas une avalanche.

C'est l'abrutissement de l'individu, dit-on, c'est la fin de la race. Qu'est-ce que cela peut faire à qui n'a pas de motif de vivre ?

Un des plus actifs ferments de décomposition, c'est l'ennui. Et l'on s'ennuie parce que l'on ne se dépasse pas, parce que, limité à soi-même, on a vite fait de connaître tout ce qui se rapporte à soi. L'âme s'épuise et languit dans la prison d'un égoïsme. Quand il n'a plus d'autre objet que les plaisirs de son corps, l'homme en a tôt fait le tour, malgré toutes les vilaines folies qu'il peut inventer, —

et alors il n'a plus qu'à se brûler la cervelle. C'est ce qu'il fait, parfois, et de plus en plus, comme on l'a vu.

Et c'est là un énorme progrès, paraît-il, puisque des fonctionnaires universitaires peuvent écrire, à l'heure présente : « Les maîtres d'école », les « régents » de l'ancien temps ne manquaient ni de dévouement ni d'adresse, et ils sont arrivés à des résultats bien inférieurs à ceux qu'obtient de nos jours l'instituteur du moindre hameau ».

Nous applaudissons, néanmoins, à la campagne contre la pornographie. Elle ne pourra rien contre la pourriture sociale, sans doute ; mais elle préservera peut-être quelques enfants du peuple d'un apprentissage trop précoce du vice, elle gardera un peu notre dignité à l'extérieur.

Il y a plus. On fait appel à l'opinion publique : cela fera mieux sentir combien il importe de la réorganiser en lui donnant une sage direction. Les Ligues des philanthropes et moralistes ne sont que les débris impuissants du pouvoir spirituel. Peut-être s'en apercevra-t-on un jour.

Il y a mieux encore. Si ceux qui ont entrepris cette campagne sont sincères et intelligents, comme on le doit supposer, ils seront entraînés, par la logique même de leur activité, à commencer une réaction heureuse contre les principes dissolvants qui ont déterminé la pourriture sociale dont la pornographie n'est qu'une des purulences.

Certes, la vie n'a jamais été plus facile, le calme apparent plus complet, et toutes les licences moins

contenues, pour qui s'en tient à sa propre manière et se satisfait de passer.

Mais la vie d'un homme social est faite d'autre chose. Suivant Auguste Comte, l'humanité est l'ensemble continu de tous les êtres convergents. Un homme est donc un être social, continu et convergent. Il n'est rien autre qu'une brute mauvaise aux autres et à lui-même s'il ne continue ses ascendants, s'il ne se relie à ses contemporains et s'il ne laisse rien de lui à ses descendants pour que ceux-ci le continuent à leur tour.

On a dit qu'on pouvait user du téléphone et être un barbare ; il est aussi vrai qu'un boulevardier qui use et abuse de toutes les jouissances raffinées de la civilisation, un politique qui savoure toutes les voluptés du pouvoir, aussi la mondaine qui se pare de riches bijoux pour être admirée et le prolétaire ivrogne ne sont souvent que des malheureux.

La prospérité, la paix et la liberté sont de formidables dissolvants, quand il n'y a plus d'âme. Et il n'y a plus d'âme, quand il n'y a plus d'ordre.

Alors, la prospérité est faite surtout du gaspillage insensé du capital humain hérité des ancêtres et que nous avons à transmettre, accru de notre apport, à la postérité, aussi de l'oubli des devoirs impérieux que nous avons envers nous-mêmes, envers les autres, et tout particulièrement envers ceux qui contribuent à produire cette prospérité. Alors, la paix n'est pas le résultat d'un équilibre de forces, mais d'une langueur commune, d'un renoncement découragé. Alors, la liberté n'est pas l'organisation de

toutes les forces positives, pour développer toujours plus les possibilités de la liberté ; mais le lâcher de toutes les instincts destructeurs, et d'abord de la liberté elle-même.

Toutes les civilisations mortes ont connu cette volupté de l'agonie. Prenons y garde. En s'endormant sur la vase, on s'y enfonce.

Voyez où nous en sommes avec notre scepticisme. Rien ne nous fait plus réagir. Les pires scandales font sourire. Si Wilson avait eu de la patience, il serait ministre aujourd'hui, comme les autres. Plus l'exploitation politicienne du pays s'intensifie, plus les électeurs votent pour les exploitateurs. Les mouvements d'opinion ne sont plus qu'une affaire de publicité. Les idées profondes et les sentiments vrais n'agitent plus les foules ; les sophismes livresques ont dénaturé les intelligences comme la grandiloquence électorale a anesthésié les cœurs.

Il n'y a donc pas à compter sur une réaction générale spontanée des idées et des sentiments, non plus qu'à la provoquer. On n'attire plus l'attention distraite des Français que par des procédés grossiers qui vont à l'encontre même du but qu'on se proposerait. Il n'y a que les partis qui se peuvent faire entendre aujourd'hui. Or il n'est pas un parti qui ne préfère ses propres succès à l'établissement de l'ordre national. Sous cet aspect, tous les partis se valent qui ruinent la France en la divisant.

A l'heure présente, il n'y a pas à faire autre chose que de montrer à une élite où nous conduisent nos erreurs, rappeler les principes vitaux de toute so-

ciété, rallier les bonnes volontés, et les préparer à libérer l'opinion publique de la presse vénale qui l'énerve, pour l'organiser et la diriger sagement.

Et c'est insuffisant sans doute. Que peuvent quelques hommes de cœur devant l'énorme chaos de rêve où divague la société française hallucinée ?

Pour la tirer de sa torpeur, il ne faut rien moins que la diane stridente du malheur. Il faut que chaque Français entrevoie d'une manière concrète la fin de sa race, que les femmes aient horreur de la stérilité qui les détraque, que chacun ressente la souffrance sociale de l'anarchie. Il faut une secousse qui ébranle profondément la société et lui restitue l'instinct de vivre et la saine volonté de la force qui en est la primordiale manifestation.

La prospérité, la paix et la liberté présentes sont effrayantes pour qui sait voir. C'est la prospérité de ceux qui ne désirent plus rien de ce qui est désirable, la paix de ceux qui subissent tout pour ne rien affronter, la liberté du suicide ou le suicide de la liberté.

On n'ose souhaiter le miracle salvateur de la pauvreté qui fait aimer tout ce qui est grand, beau et fort, tout ce qui ne s'achète pas et tout ce qui donne la joie de vivre ; on n'ose désirer la guerre qui forge les caractères, suscite les héroïsmes et resserre les solidarités nationales ; on n'ose appeler le despotisme rude qui discipline aux libertés positives...

Et pourtant...

On n'évitera pas l'inévitable. Mais notre enseignement peut en tirer la leçon qui régénère et notre ac-

tion peut préparer la reconstitution possible. Là est la tâche essentielle à laquelle doivent s'employer les hommes de cœur et d'intelligence.

Et c'est à ceux-ci seulement que nous nous adressons.

En dehors des partis, au-dessus, inaugurons le grand pouvoir spirituel qui assume d'organiser et de diriger l'opinion publique, et pour cela, d'abord, acceptons franchement les conditions de désintéressement entier que cette mission impose.

Soyons avec la masse affective, toujours, même dans ses égarements, et pour la ramener. Aidons sincèrement les prolétaires à s'incorporer à la société, à organiser, dans les mutualités, les coopératives, les syndicats, les universités populaires, leurs libertés politiques et sociales. Ne laissons pas à la seule démagogie le prestige de l'amour social.

De toutes parts, à l'anarchie qui détruit, opposons l'action positive qui construit. Si médiocres que puissent être, sous un régime de dispersion systématique, nos édifices, ce sont les seuls qui, solidement fondés, ne seront pas emportés par la tourmente prochaine.

On le sait de reste, ceux qui se voueront à cette tâche austère ne seront jamais nombreux, car il faut renoncer décidément aux succès ordinaires qui se marquent par les acclamations, les places, les distinctions et l'argent. Il n'importe ; ce sont quelques justes seulement qui sauvent les Cités maudites.

Pour être de ces justes, ou plutôt de ces sages, il faut que notre vie soit une prière constante, nous

voulons dire une vie vraie dont chaque acte résume simplement tout ce qui la constitue, tout ce qui en fait le prix pour des hommes : aimer, penser, agir.

CHAPITRE III

L'Individualisme

Il n'est pas de citoyen français, écrivain ou orateur, qui ne se fasse, aujourd'hui, le champion de quelque droit. C'est par là qu'on attire l'attention des foules. Les « chevaliers de la circonstance » en découvrent tous les jours d'inédits, et il n'en est pas un qui ne soit une rupture d'un lien social.

Ces conquêtes, faciles sous un régime d'irresponsabilité et de corruption, se réalisent, nécessairement, sur la société même. Nous sommes une génération de fils de famille prodigues, et c'est au fond le droit de gaspiller le capital accumulé par nos ancêtres que nous revendiquons si âprement.

Lorsque la victoire de toutes ces fameuses revendications sera complète, c'est-à-dire lorsque rien ne reliera plus les Français à un ensemble continu, lorsque l'individu errera dans le chaos des ruines amoncelées, hostiles, sans sécurité, sans liberté, sans amitié, sans espérance, peut-être comprendrons-nous alors ce que valait la société française, et mettrons-

nous autant d'ardeur à la reconstituer qu'aujourd'hui de fureur à la détruire.

Ce sera d'abord nous reconnaître des devoirs.

Si ce n'est pas s'assurer le succès du moment, dont nous n'avons cure, c'est faciliter la tâche de reconstitution que de parler des devoirs plus souvent que des droits.

Les devoirs sont positifs, les droits sont négatifs ; ceux-là sont une capitalisation de forces sociales, ceux-ci sont une dépense ; ceux-là sont la coopération féconde, ceux-ci sont le parasitisme mortel. Les devoirs sont remplis par tous et sont pour tous, en définitive ; les droits sont pour quelques-uns et contre d'autres, ou encore — et c'est bien la mystification suprême — s'ils sont exercés par tous, c'est contre tous. Les devoirs fortifient la société de toutes les forces qui convergent vers elle, les droits l'affaiblissent de tout le sang qu'on lui soutire ; ceux-là disciplinent, forgent les volontés individuelles, ceux-ci dispersent, énervent, atrophient les énergies.

Qui ne voit que si chacun faisait tout son devoir, et plus, sans peser, c'est-à-dire sans frauder, les choses iraient mieux, — en ordre, en justice, en liberté et en humanité?...

Pourquoi ne le fait-on pas, ou rarement, ou en rechignant, par contrainte ? Est-ce mauvaise volonté ou stupidité ?

Sans doute, si l'école officielle, avec son mandarinat, son psittacisme, a développé tératologiquement le verbalisme, la vanité de la singerie d'érudition, elle n'a pas su mettre en valeur le fonds so-

lide de la race, l'intuition claire, le bon sens pratique, qui sont le génie et l'intelligence populaires, ni les caractères au surplus. Mais ce n'est là qu'une des manifestations de notre désocialisation, et non la cause.

C'est le système parlementaire universalisé qui est la cause principale du mal dont nous languissons. C'est lui qui infecte tout l'organisme.

Il en est qui accusent plutôt les idées, l'irréligion. C'est ne s'en tenir qu'aux apparences. Ce sont des obligations morales de la foi dont on se débarrasse bien plus que de la foi elle-même. Et ce qu'on cherche dans la démagogie et le matérialisme, ce sont des facilités personnelles bien plus que la justice et la vérité. Les théories ne viennent qu'après coup, pour expliquer — et excuser — les actes. Aujourd'hui, on met en théorie le vol, l'assassinat, la trahison, la lâcheté, la prostitution. C'est le plus sûr résultat de l'instruction sèche du livre de donner cette aptitude dangereuse au sophisme, habile justificateur des pires défaillances. Attachons moins d'importance aux paradoxes qu'aux gestes inquiétants. Et ceux-ci sont favorisés, déterminés, provoqués même par la fièvre politicienne qui exténue le pays.

L'état d'esprit de nos instituteurs, égarés par une logique absolue, quoique insuffisamment éclairée, surtout insuffisamment vivifiée par l'âme, est devenu un péril national. A qui la faute ? M. George Duruy nous le dit, dans son livre *École et Patrie* : « Les politiciens qui, depuis trente ans, travaillent à pervertir et à corrompre des hommes qui, sans eux,

seraient probablement restés de bons et utiles serviteurs du pays, peuvent être fiers de leur œuvre ! Le grain qu'ils ont semé lève, et la moisson promet ! »

Mais c'est moins encore aux politiciens qu'il faut s'en prendre qu'au régime néfaste qui les produit nécessairement.

Le suffrage universel est la désorganisation politique. Étant le moyen de revendication de tous les « droits », c'est-à-dire, entendons-nous, de tous les intérêts particuliers, il est l'oubli de tous les « devoirs », entendons de tous les intérêts généraux.

Il ne faut pas attendre des hommes plus qu'ils ne peuvent donner. Si chaque commerçant est consulté sur la réglementation de son commerce, il décidera la fraude, la falsification et le monopole ; si chaque ouvrier est consulté sur les conditions du travail, il votera pour la paresse et les plus hauts salaires ; si chaque conscrit est consulté sur le temps de service qu'il doit à la patrie, il acclamera le désarmement, — et s'il est pourvu de son certificat d'études, s'il a pris l'habitude des grands mots, du sophisme, pour se justifier, il prouvera que la patrie est un préjugé.

Tout le mal est là. Et avec notre parlementarisme qui ne flatte que les lâchetés, parce qu'il ne se soutient que par les lâchetés, le péril ira s'aggravant. « Tenir tête à quelqu'un ou à quelque chose, dit M. George Duruy, est-ce que cela se sait encore en France, à cette heure ? Les esclaves ivres, ô dérision ! on se défend contre eux en leur versant à boire ! »

Tout est donc dénaturé, tout est confondu, les

idées et les hommes. La démocratie, la libre-pensée, le socialisme nous apparaissent, dans ce gâchis, comme des erreurs énormes ; mais, somme toute, rien n'est moins certain. Il y manque l'épreuve loyale. Jusqu'ici, ils ne se sont exprimés que dans des conditions anormales. Et ce n'est pas un des moindres griefs qu'on ait à faire au régime parlementaire que de fausser ainsi toutes les expériences sociales.

Le suffrage universel est à coup sûr, contrairement à ce qu'espéraient ceux qui l'ont institué, le meilleur moyen de gouverner — exploiter serait plus exact — un grand pays contre la volonté profonde, le sentiment continu de la nation et d'empêcher toute consultation nationale sincère.

Soyons assurés que ceux qui nous pillent, nous briment et nous menacent au nom de la démocratie, de la libre-pensée et du socialisme ne sont pas ceux qu'on verrait à l'œuvre, à la peine, si la démocratie s'organisait, si la libre-pensée s'élaborait et si le socialisme s'appliquait vraiment en période organique.

Ainsi, c'est être contre le suffrage universel, congrûment, que de rappeler les devoirs qui nous incombent à tous.

Mais lesquels ? mais quand ? — Tous, et toujours. Ce n'est pas la conscience qui les peut discerner ou en fixer l'opportunité. Ne nous leurrions point. Notre conscience, c'est nous-mêmes, et nous sommes juges trop partiaux pour nous-mêmes de nos propres devoirs. Au point de vue social, notre conscience n'est guère mieux qu'une insinuante proxénète logique, toujours là pour servir nos faiblesses et nos humeurs.

« Puis-je ne pas voir, disait Gratry, que je me préfère à autrui, à l'ordre, à la justice et à la vérité, par conséquent à Dieu ; que non seulement je me préfère à mes semblables, mais que j'accepte, pour un peu de bonheur, une grande souffrance d'autrui ? Que chacun descende en son cœur. Qui n'a pas eu, dans sa vie, quelque heure de féroce passion où l'on eût accepté la destruction du genre humain pour vivre dans sa concupiscence satisfaite à ce prix ».

En toute occurrence, il y a donc à obéir d'abord, et, si l'on y tient, on cherchera ses motifs ensuite. L'instinct social qui nous pousse spontanément à obéir est toujours plus sûr que la conscience qui, à tout le moins, nous fait hésiter.

En avançant par là, les principes organiques de toute société se confirment en s'éprouvant. C'est pourquoi la discipline sociologique nous préserve heureusement des divagations insanes des innombrables hérauts de nos « droits » que suscite le système électoral.

Nous savons bien que les institutions créées au cours des siècles par le génie de l'homme et l'implacable fatalité des choses ont leur raison d'être, même avec leurs « abus », même avec leurs « mensonges », même avec leurs « iniquités », et qu'il n'y faut toucher qu'avec précaution.

Une femme d'âme élevée, dont la vie avait été traversée par un de ces drames poignants qui servent si bien de prétextes aujourd'hui à toutes les subversions sociales, Clotilde de Vaux, disait dans une

nouvelle, *Lucie* (1), où elle contait sa tragique aventure de femme mariée à un homme infâme : « C'est en vain que notre malheur nous pousserait à nous élever contre la société ; ses institutions sont grandes et respectables comme le labeur des temps ; il est indigne des grands cœurs de répandre le trouble qu'ils ressentent ».

Pour se rendre compte de ce que vaut cet esprit social averti contre celui qu'on lui oppose, il suffit de mettre en regard la lumineuse lettre de M. Paul Bourget sur le divorce, publiée par *le Matin*, et l'inepte réponse que lui fit le lendemain M. H. Harduin.

M. Paul Bourget disait en substance : la cellule sociale est la famille, non l'individu ; le divorce n'a pas diminué, comme on eût pu le croire, il a accru considérablement les crimes passionnels, l'adultère, tous les désordres qu'on attribuait à l'indissolubilité des unions mal assorties ; le divorce a multiplié les mauvais ménages, parce que l'idée du changement y provoque ; c'est un des caractères du divorce qu'il aille toujours en augmentant et qu'il faille toujours l'élargir, jusqu'à la chiennerie universelle ; la situation de l'enfant est pitoyable ; Morselli a établi que, dans les pays où le divorce existe, le nombre des criminels, des fous et des suicidés est proportionnellement décuple chez les divorcés par rapport au reste de la population ; enfin, le divorce est proprement un regrès vers la promiscuité grégaire.

(1) Reproduite dans la préface du *Système de politique positive* d'Auguste Comte.

Là-dessus, voici tout ce que trouva à répondre M. Harduin :

« Dans l'argumentation de M. Bourget, cette assertion, présentée comme indiscutable, m'a frappé :
« Le divorce, dit M. Bourget, est mauvais pour
« nous, Français, et nous devons y renoncer, parce
« la loi d'évolution est une des formes de la loi de
« constance lumineusement affirmée par M. Quinton ». Si donc, madame, vous avez pour mari, un chenapan odieux, il faut indissolublement rester liée à lui, par respect pour les théories de M. Quinton. De même, vous, monsieur, au cas où vous auriez épousé Messaline en personne, dites-vous que la loi de constance vous fait un devoir de laisser votre femme traîner votre nom dans tous les bouges.

« L'un et l'autre, renoncez à vous créer un foyer. Pour vous, pas de famille, pas d'enfants ; vivez isolés. Ainsi le veut M. Bourget, flanqué de M. Quinton, inventeur d'un sérum entrant dans la catégorie de ces nombreux remèdes dont il faut se hâter de prendre pendant qu'ils guérissent ».

Décidément, ce journaliste était mieux instruit des cours de la Bourse que des questions sociales, et le malheur est qu'il écrivait précisément, comme la plupart de ses confrères, sur ce qu'il ignorait le plus.

Ce serait assez inoffensif, d'ailleurs, si la contre-éducation permanente du système parlementaire ne préparait point les lecteurs de journaux à se laisser diriger par les spirituelles bourdes des chroniqueurs à la mode plutôt que par les fortes raisons des penseurs.

On l'entend bien, nous ne recherchons pas ici ce qu'est le devoir en lui-même, de qui ou de quoi il émane. « Parmi les vingt théories philosophiques sur les fondements du devoir, disait Renan, il n'y en a pas une seule qui supporte l'examen ». Ce sont des devoirs concrets qu'il s'agit, et de les remplir. Et puisque ce sont les revendications des prétendus droits qui sapent les institutions, épuisent la société, il faut leur opposer la question préalable, car la société est en danger.

Renan disait encore : « L'État ne sait et ne peut savoir qu'une seule chose, organiser l'égoïsme. Cela n'est pas indifférent ; car l'égoïsme est le plus puissant et le plus saisissable des mobiles humains. Mais cela ne suffit pas. Les gouvernements qui sont partis de cette supposition que l'homme n'est composé que d'instincts cupides se sont trompés. Le dévouement est aussi naturel que l'égoïsme à l'homme de grande race. L'organisation du dévouement, c'est la religion. Qu'on n'espère donc pas se passer de religion ni d'associations religieuses. Chaque progrès des sociétés modernes rendra ce besoin-là plus impérieux ».

Or l'État républicain ne s'est même pas montré capable d'organiser l'égoïsme bien entendu. Pour organiser quoi que ce soit, il faut être une force qui arrange et combine d'autres forces, et c'est ce que le parlementarisme ne supporte point. Quant à la religion et aux associations, elles ont été dissoutes, émiettées comme toutes les autres forces organiques.

Nous n'avons plus d'autre lumière que la tradition. Nous ferons ce que nos ancêtres ont fait, Pourquoi ?

Nous ne savons que ceci : ils s'élevaient, nous dégénérons ; ils étaient joyeux, nous sommes misérables ; Paris était la lumière du monde, le cœur de l'humanité, il n'est plus qu'un mauvais lieu de plaisir ; la France était glorieuse, active, elle est honteuse, tremblante devant toutes les audaces...

Ce sont les raisons qui nous restent, s'il en est besoin, d'accepter les devoirs dont le sens nous échappe et de les remplir passionnément.

On a dit qu'il est plus aisé de faire son devoir que de le reconnaître. Nous ne profiterons point de cette porte pour nous dérober. Nous ne choisirons pas. Ce sont tous les devoirs en bloc qu'il faut assumer, et ce sont tous les droits qu'il faut réserver. Ainsi la logique la plus spécieuse n'aura pas raison du cœur.

« L'esprit n'est pas destiné à régner, a dit Auguste Comte, mais à servir ; quand il croit dominer, il rentre au service de la personnalité, au lieu de secourir la sociabilité, sans qu'il puisse nullement se dispenser d'assister une passion quelconque. En effet, le commandement réel exige par dessus tout de la force, et la raison n'a jamais que de la lumière ; il faut que l'impulsion lui vienne d'ailleurs ».

Exaltons l'affection.

Il n'est pas d'autre moyen de salut que celui du devoir, du plus grand, du plus dur.

On nous invente et on nous offre chaque jour des dispenses nouvelles, on proclame à tous les carrefours des droits nouveaux : il nous faut, au contraire, remettre en vigueur tous les devoirs, même les plus désuets, — pour n'en pas omettre.

De même qu'il n'y a pas de droit indispensable, il n'y a pas de devoir inutile.

C'était une vaine question de savoir si l'on peut réduire de quelques jours les périodes d'exercice des réservistes et territoriaux ; mais ç'a été une terrible folie que de risquer ainsi, d'un coup de dé, en réduisant les périodes, toutes les possibilités de la société française.

Au surplus, cette préoccupation obsédante qu'ont les élus de réduire les devoirs sociaux de toutes sortes a certainement pour effet, — même quand ces devoirs paraissent superflus, — d'énerver la socialité, de relâcher les liens sociaux et d'accoutumer le peuple à ne se reconnaître plus que des droits.

Et c'est duperie, en définitive. Si tous les citoyens font tous leurs devoirs, n'est-ce point comme s'ils obtenaient tous les droits possibles ? Si personne ne remplit ses devoirs, si, de ce fait, il n'y a plus de société, peut-il y avoir d'autres droits à exercer pour chacun que ceux, limités à ses pauvres moyens et à sa précaire existence, de la bête sauvage ?

Mais la logique prouve tout. Et les Français sont devenus très forts à cet exercice. Les pires insanités, plus ou moins systématisées, ont des adeptes fervents.

Il en fut toujours ainsi aux époques de transition ou d'anarchie morale et intellectuelle. Quand les intelligences et les volontés ne sont plus contenues et guidées, elles se désorbitent et se dispersent. Tant que l'Église ne fut pas suffisamment organisée, jusqu'au troisième siècle, on vit surgir dans le christia-

nisme naissant des croyances insensées. Il y eut alors, parmi les gnostiques, des adorateurs de Satan, du Serpent, de Caïn, voire de Judas Iscariote.

Nous avons aussi nos Ophites, nos Caïnites, et notre évangile de Judas est propagé avec succès.

Jusqu'ici, l'individualisme avait été un tempérament inadaptable qui se justifiait comme il pouvait par des théories imbéciles et confuses dont *L'Unique et sa propriété* de l'Allemand Stirner est resté le plus complet exposé.

L'individualisme d'actes brutaux est encore réprimé parfois par la société, et l'individualisme insinuant qui pénètre nos institutions pour les détruire est justement réprouvé par les moralistes.

Ce fut aussi, limité aux hommes d'affaires, et seulement pour paraître légitimer l'exploitation sans frein d'un prolétariat dispersé, l'évangile de la ploutocratie.

Et voici qu'on nous en présente une définition qui, dit-on, « est de nature à guider et à coordonner pendant de longues années la pensée humaine, à mettre de l'ordre et de la clarté dans l'anarchie des discussions contemporaines, où tous les points de vue s'enchevêtrent, à relever enfin l'esprit public du scepticisme et du dilettantisme qui sont la conséquence fatale de cette anarchie ».

La sincérité de l'auteur de cette définition, M. H.-L. Follin, est certaine, comme sa bonne volonté. Voyons donc jusqu'où peut aller, sans y prendre garde, une intelligence cultivée, très logique, mais non ralliée à un point fixe, non reliée à un ensemble

organique, non réglée par une doctrine constituée, et flottante dans une ambiance d'anarchie générale.

Ici, il faut faire attention. La définition qu'on nous présente, pour absurde qu'elle soit, dans sa lettre et dans son esprit, n'est pas négligeable, car elle reflète les actes incohérents de la plupart des Français d'aujourd'hui. Où cet intellectuel formule une vague idéologie, dont il tiendra très peu de compte dans sa pratique sociale, la foule sent, veut et agit. Et c'est cela qui est inquiétant.

Nous examinerons brièvement la définition de M. Follin ; mais par section.

— *L'individualisme est une doctrine philosophique suivant laquelle les rapports de l'individu avec l'univers sensible conditionné sont le commun dernier terme possible de toute conscience, de toute connaissance et de toute conduite humaine.*

Il y a une société, il y a une espèce, — il n'y a pas un individu. Il y a des individus : noirs, jaunes, blancs, fétichistes, théologistes, positivistes, fous, criminels, sages, etc.

Les rapports de ces individus avec l'univers sensible varient à l'infini, suivant leur physiologie, leur psychologie et leur sociologie. Or il n'y a de science que du général. Une philosophie directrice est une construction sociale qui exprime l'âme séculaire d'une race. Les vérités vivifiantes, — et ce sont les seules vérités, — sont de tous, et bien plus encore des morts que des vivants. Nos impressions les plus individuelles, ce sont celles de nos rêves et de nos hallucinations. Et donc, les philosophies individua-

listes, par excellence, ce sont les divagations des aliénés.

— *C'est une doctrine morale suivant laquelle l'aspiration à l'harmonie universelle est la fin de la conduite humaine, et la liberté de la conscience individuelle est le moyen.*

Si la conscience individuelle est un moyen, il lui faut s'appliquer à sa fin, — elle n'est donc plus libre. Elle l'est d'autant moins qu'une seule fin lui est prescrite : aspirer à l'harmonie universelle. Et au nom de quoi ? M. Follin oublie de nous le dire. Une harmonie est faite d'accords. Il n'y a pas d'accords sans contrainte. Harmonie universelle ? On n'en demande pas tant.

— *C'est une doctrine sociale suivant laquelle la satisfaction des besoins individuels est la fin de la solidarité humaine, et le libre groupement des affinités et des intérêts individuels est le moyen.*

Nous rappelons que nous avons affaire à un esprit cultivé et qui s'efforce d'être clair. Mais il confond tout. La solidarité humaine est un fait social qui est la négation même de l'individualisme. Puisque nous sommes solidaires, chacun de nos actes intéresse l'ensemble social. La solidarité ne saurait donc avoir pour fin la satisfaction des besoins individuels. D'ailleurs, ce n'est que chez les animaux les plus inférieurs qu'on peut, à la rigueur, considérer cette fonction physiologique comme une fin.

— *C'est une doctrine économique suivant laquelle la satisfaction des besoins individuels est la fin de la*

productivité humaine, et le libre échange des produits et des services individuels est le moyen.

On le voit, M. Follin se répète. C'est qu'il réduit tout le social à l'économique et tout l'économique à la production. Cet économisme date de près d'un siècle. Il a maintenant sa contre-partie dans le sabotage ouvrier et les bombes anarchistes. Les individualismes se heurtent.

— *C'est une doctrine juridique suivant laquelle la détermination des responsabilités individuelles est la fin et la liberté des contrats est le moyen.*

Il n'y a pas de responsabilité individuelle, c'est-à-dira absolue, parce que le déterminisme est universel. Il n'y a que des responsabilités sociales, entendons des responsabilités relatives, par rapport à la société. Il n'y a de liberté que pour les contrats honnêtes, c'est-à-dire qui ne nuisent point à l'état social.

— *C'est une doctrine politique suivant laquelle la liberté et la sécurité individuelle sont la fin, et la nation ou l'État sont les moyens.*

Cela semble une gageure. On n'a jamais fait tenir en si peu de mots tant de non-sens. La liberté débridée menace la sécurité. Pour garantir celle-ci, il faut nécessairement régler celle-là. Si la nation qui est l'âme de la race n'est plus qu'un moyen pour l'individu, elle se dissout, et la race disparaît. Si l'État, qui a pour fonction essentielle de faire réagir l'ensemble sur les parties, est le moyen des intérêts individuels, il se désagrège dans le parlementarisme, — il n'a aucune raison d'être.

— *C'est enfin une doctrine esthétique suivant laquelle la représentation idéale des perceptions individuelles de la réalité est la fin de l'art et de la littérature, et les combinaisons de formes, de couleurs, de sens et de mots sont les moyens.*

C'est encore le contraire qui est vrai. L'art est né d'une émotion commune, et de la volonté de l'exprimer ou de la rappeler. M. Follin ne nous donne que la théorie de l'art décadent. C'est dans les époques organiques, où le peuple n'a qu'une âme, que le grand art s'épanouit. L'art est la fleur de la socialité.

« Pour éliminer toute confusion entre l'individualisme et l'anarchisme », M. Follin ajoute enfin :

— *C'est une discipline qui admet les bienfaits de l'autorité, mais seulement dans la mesure où celle-ci est exercée par les individus les plus dignes, et volontairement consentie par les individus qui la subissent.*

S'il y a discipline et autorité, il n'y a plus individualisme, car le propre de la discipline, c'est l'abnégation, et le propre de l'autorité, c'est la contrainte. On ne se sacrifie que pour ce qui est plus que soi. On ne se soumet qu'à ce qui est plus que soi. Quand l'autorité doit être volontairement consentie, à chaque moment, par l'unanimité des individus qui la subissent, elle n'est plus, et ne peut plus être. Si elle pouvait être, elle serait inutile, — et les anarchistes auraient raison.

L'individualisme est un ferment de dissolution. Avant qu'on en fit la théorie, il agissait. Tous les organes sociaux en sont atteints.

Ce n'est ni pour la liberté, ni pour l'individualité. La liberté possible n'est que dans l'ordre. Des égoïsmes déchaînés s'oppriment et se ruinent. L'individualité est un produit social. On ne se réalise qu'en se contenant. On ne se fait que par l'effort. Pour s'élever, il faut se soumettre d'abord. Comme le dit M^{me} Daniel Lesueur : « Sans l'acceptation de la souffrance, de l'obéissance, de l'inégalité, de la discipline, on marche dans l'ombre de la mort ».

M^{me} Daniel Lesueur s'adresse surtout aux femmes. Certes, c'est du courage que de s'élever contre les sophismes qui abêtissent, la littérature qui pourrit, la « pitié » qui livre et de prêcher l'énergie aux femmes à qui on ne parle plus que des droits de la passion ou de la jouissance. Mais n'est-il pas, pour les femmes surtout, de meilleur, de plus efficace enseignement que celui qu'elle nous propose. Malgré l'obscurité que l'Allemand, suivant la remarque d'Auguste Comte, prend volontiers pour de la profondeur, on peut voir que Nietzsche n'a pas d'autre ressort que l'orgueil ni d'autre fin que l'admiration de soi-même, — sinon de ce qu'il est, du moins de ce qu'il s'imagine ou désire être.

Tenir bon ? Oui, certes. Mais pourquoi ?...

Nietzsche ne le dit pas. Il invoque la volonté comme un miséreux rêve à des trésors fabuleux, — sans savoir ce qu'il en ferait. Nietzsche nous exalte pour que nous nous étonnions. Ce n'est qu'un esthète de la force. A son école, il manque l'âme.

L'héroïne de *Nietzschéenne*, Jocelyne Monestier, n'a qu'une énergie cérébrale toujours appliquée à se

tendre. Ainsi, elle se dénature. Elle ne peut rien. Elle passe, et rien ne lui survit. Une vraie femme, au contraire, avec son énergie spontanée du cœur, qui s'oublie pour faire la race, comme fille, épouse et mère, a une action profonde, étendue, et qui ne finit pas avec elle. Elle enfante, elle élève, elle inspire et elle règle.

Une simple chrétienne qui s'en tient au Décalogue, malgré tout, une humble prolétaire qui suffit aux soins du ménage avec ses pauvres ressources et qui élève convenablement ses enfants, manifestent plus d'énergie vraie, entendons efficace parce que convergente, que cette nietzschéenne qui ne « tient bon », somme toute, que dans certaines circonstances favorables, car rien ne la garde sûrement d'un sophisme ou d'une impulsion, — pas même l'opinion publique et les règles traditionnelles qu'elle méprise avec une sottise outrecuidance.

La nietzschéenne de M^{me} Daniel Lesueur ne vaut que par l'orgueil. Ainsi, elle s'élève bien au-dessus des Clarisse et Claudine, de toutes les petites bêtes perverses et stupides qu'on a accoutumé de nous présenter dans les romans parisiens. Mais si elle est moins laide et moins ridicule, elle n'est pas meilleure socialement. Elle meurt en beauté, et sans doute en s'applaudissant, mais en ayant fait, autour d'elle, plus de désordre et de mal que d'ordre et de bien.

Bien mourir est quelque chose, évidemment ; mais c'est de vivre qu'il s'agit surtout, et d'une vie féconde.

M^{me} Daniel Lesueur en veut beaucoup aux Cham-balot, à ceux qui trouvent dans Nietzsche, non les motifs de l'effort attentif et constant sur soi, mais les prétextes d'un arrivisme effréné ou, moins que cela encore, la justification de toutes les vilenies et de toutes les bestialités. Elle a tort. On peut extraire cela, et pis encore, des apophtegmes souvent nuageux de Nietzsche. On peut tirer tout de toutes les théories sans racines dans l'âme ou sans fondement social. M^{me} Daniel Lesueur cite elle-même : « Ce que des hommes de puissance et de volonté peuvent exiger d'eux-mêmes donne la mesure des droits qu'ils peuvent s'accorder ».

Le positivisme ne dispense point de ces prétextes commodes. Pour Auguste Comte, plus on a de pouvoir, plus on a de devoirs ; en tout cas, on n'a jamais qu'un seul droit, celui de faire tout son devoir.

C'est que le positivisme a des assises. Tout se tient et tout est rapporté à ce qui dure, c'est-à-dire à la société. Nietzsche n'a que des théories. Et c'est le malheur du temps qu'il n'y ait que des théories et pas de doctrine, de la logique et pas de cœur. La raison et l'énergie ne sont jamais qu'au service des impulsions égoïstes quand elles ne se subordonnent point au sentiment social.

Ce n'est peut-être pas la volonté qui manque le plus, c'est qu'elle soit bonne et qu'elle soit disciplinée. Comme on l'a fait remarquer, les arrivistes en ont de reste.

Il faut distinguer. Il y a eu l'ambition, il y a l'arrivisme. Ce n'est pas la même chose. On voulait être,

— c'était l'ambition, — et les volontés convergeaient; on veut avoir, — c'est l'arrivisme, — et elles divergent. C'est qu'on ne pouvait avoir sans être. Aujourd'hui, il en va autrement. Les talents qu'il faut acquérir pour être nuisent à ceux qu'il faut employer pour avoir. Il n'y a plus d'ordre.

La volonté est donc dispersive. Il y a un maximum d'énergie dépensée pour un minimum de synergie obtenue. Et c'est là qu'est tout le mal, conséquence de l'anarchie générale.

On ne le guérira pas en exaltant l'énergie avec Nietzsche; mais en organisant la coopération des volontés avec Auguste Comte.

Il ne suffit pas de dire comme Daniel Lesueur : « L'obéissance, la discipline, comme source d'énergie, il nous les faut. Et il nous faut aussi un peu plus de dureté, pour nous-mêmes et pour les autres ». Ce stoïcisme actif, qui s'évertue d'ailleurs dans le vide, ne sera jamais que pour quelques individus heureusement inconséquents. Le stoïcisme n'a jamais été et ne sera jamais une philosophie sociale. Il n'a eu pour lui que de préparer les voies au christianisme.

Ce ne sont pas les volontés, quelles qu'elles soient, que nous avons à exalter : ce sont les bonnes volontés que nous avons à rallier et à organiser. Pour mieux dire, ce sont les caractères que nous avons à former, — si l'on entend bien que le caractère est un ensemble organique de vertus sociales. L'ordre y est nécessaire.

Ainsi, le Maître que nous avons à proposer, ce n'est pas l'Allemand Frédéric Nietzsche, c'est le

Français Auguste Comte. Le *Catéchisme positiviste* est aussi propre à former des caractères utiles à la société que l'œuvre tumultueuse de Nietzsche à faire s'agiter de factices sur-hommes.

Auguste Comte ne fait pas appel à la volonté. Il sait qu'elle ne fait jamais défaut dans une société bien ordonnée. Il nous parle surtout de soumission comme base de tout perfectionnement, il nous engage à l'humilité. Avec Aristote, il dit volontiers : « La principale force de la femme consiste à surmonter la difficulté d'obéir ».

Et ainsi, toute la doctrine positiviste nous met dans la disposition d'exercer sainement notre énergie morale, et par là de la fortifier constamment.

Parce qu'elle n'est qu'un résultat social, c'est en s'oubliant que l'individualité s'accroît et c'est en oubliant la société qu'elle se nie.

Il n'est de réformes durables que par la meilleure convergence des efforts, qui nécessite des règles sociales plus sévères et qui impose, en conséquence, des devoirs de plus en plus complexes et une responsabilité de plus en plus étendue.

Le fou est celui qui ne peut contenir son imagination et conduire ses associations ; le criminel est celui qui ne peut inhiber ses impulsions nocives et refréner ses appétits de brute. L'un et l'autre sont des aliénés. C'est dire que la liberté positive est dans le déterminisme des lois et que le droit est dans le devoir.

L'intelligence ne s'affirme que par la plus sage ordonnance des notions et des concepts dans la réa-

lité nécessaire des phénomènes et les lois universelles, la volonté ne se manifeste et ne se développe que dans l'adaptation des dispositions et des énergies à l'ordre général.

Si la raison, la liberté, l'individualité s'évadent de ces frontières, ce n'est point pour s'épanouir, mais pour se dissoudre dans le vide.

En résumé, comme le disait A. Comte, l'individu n'a qu'un droit, c'est celui de faire tout son devoir.

Le reste est démagogie parlementaire ou vésanie.

CHAPITRE IV

La Coopération sociale du Catholicisme et du Positivisme

L'anarchie présente exalte une énorme vanité. Et celle-ci se manifeste surtout par un bavardage insensé. Jamais on n'a si peu médité, si peu senti, et jamais on n'a tant imprimé.

Tout le monde rime et divague. Qui n'est poète, et « génial », et « prodigieux » ? Pour tous ces sots, il faudrait graver ce que disait Auguste Comte de la poésie : « Puisque l'art doit surtout développer en nous le sentiment de la perfection, il ne supporte jamais la médiocrité : le vrai goût suppose toujours un vif dégoût. Depuis Homère jusqu'à Walter Scott, il

n'existe en Occident que treize poètes véritablement grands, deux anciens, onze modernes, y compris même trois écrivains en prose. Parmi tous les autres, on n'en citerait pas plus de sept dont la lecture puisse ou doive devenir journalière. Quant au reste, on le détruira sans doute presque entièrement, comme aussi nuisible à l'esprit qu'au cœur, lorsque l'éducation régénérée aura permis d'en extraire tous les documents utiles, surtout historiques ».

Évidemment, Auguste Comte eût jugé sévèrement le Salon des poètes, et tout notre prurit littéraire.

Mais le fondateur du positivisme, est-ce que ça compte pour notre jeunesse aussi dépourvue de vénération que de modestie? Chacun a son système. On institue des « écoles » qui durent le temps de boire quelques bocks et d'introniser des « maîtres » qui sortent du lycée. « Chacun tendant à se former, dit A. Comte, par ses seules forces, un système d'idées générales, sans remplir aucune des conditions indispensables pour cela, il est devenu peu à peu rigoureusement impossible, dans les masses, d'obtenir, entre deux esprits seulement, un accord réel et durable sur aucune question sociale, même très simple. Si cette anarchie pouvait se borner à ce qu'elle a de ridicule, le mal serait sans importance, et la satire suffirait pour le réduire dans les limites convenables. Mais la facilité qui en résulte de concevoir comme à peu près également plausibles le pour et le contre sur la plupart des points dont la fixité importe si éminemment au bon ordre, produit des effets d'une tout autre gravité ».

A défaut de connaissances ou d'idées, c'est le plus souvent malhonnêtement, par le stupéfiant des paradoxes et le scandale des mots, qu'on tâche à se faire remarquer de quelques badauds ou à se faire pousser par quelques compères.

Il y aurait à constituer une ligue d'honnêtes gens qui entreprendrait une sorte de police intellectuelle et morale et qui pourrait, ainsi, être l'embryon du pouvoir spirituel dont nous avons tant besoin.

A cette œuvre de filtration et de salubrité, tous ceux qui ont un foyer d'âme fixe où ils s'animent et se relient, tous ceux qui ne sont pas des poussières errantes, des dissociés prédisposés à toutes les turpitudes de l'instinct ou du sophisme, et donc les catholiques comme les positivistes, pourraient et devraient participer.

Il faut intimider les bavards outrecuidants ; il faut rappeler les esprits et les cœurs à l'ordre, — ceux-là par une sage humilité, ceux-ci par l'amour.

C'est dans le prolétariat, préservé par une bienfaisante ignorance et une impulsive générosité, qu'il y a encore le plus de bon sens, et c'est lui qu'il faut garantir d'abord des folies de l'orgueil, des égarements de l'instruction sèche et d'une logique déréglée. C'est aussi à la jeunesse dite cultivée qu'il faudrait s'adresser, en lui remontrant que l'instruction est peu de chose sans l'intelligence et que l'intelligence n'est rien sans le cœur. Ce sera lui inculquer le principe vivifiant du positivisme : penser pour agir et agir par affection.

Cette œuvre de véritable éducation sociale n'est

pas moins difficile qu'utile et urgente. Il y faut, nous l'avons dit, le concours des catholiques et des positivistes, auxquels s'adjoindront peut-être quelques sages protestants. Comme le propose Edmond Thiaudière, il faut nous coaliser, tous ceux qui ont une religion, contre les barbares qui n'en ont pas. Le catholicisme étant la religion naturelle des Français, la mieux constituée, la plus positive aussi, il est absurde et criminel de vouloir l'exclure de la participation à la direction de l'opinion publique. Il faut être les niais et bas politicailleurs que sont la plupart de nos parlementaires pour s'imaginer qu'on gouverne un pays contre l'âme que lui ont faite les siècles.

Une telle union peut-elle se faire ? Oui, puisqu'elle est nécessaire.

Quelques catholiques ont déclaré cette alliance inacceptable. Pourquoi ? Le positivisme ne demande aucune concession. Il n'offre pas d'en faire non plus. Chaque partie reste indépendante. Il s'agit seulement de se délimiter nettement et de se respecter, pour mettre fin à une anarchie mortelle. L'Église souffre beaucoup plus de cette anarchie que le positivisme. Elle a un intérêt plus grand et plus immédiat à y mettre fin. Elle ne peut rien sur le positivisme, qui est un état définitif, et le positivisme ne veut rien contre elle. Elle a donc à faire, dans notre société agitée, une ample moisson d'âmes désemparées. Si le positivisme parvient à discipliner les véritables incroyants, cela même est pour elle, puisque ce sont autant de persécuteurs qui deviennent des descendants respectueux et reconnaissants.

Les catholiques devraient reconnaître enfin que leur discipline théologique ne peut rien sur l'esprit positif. Or la dispersion de celui-ci met en péril la société tout entière, et donc l'Église elle-même. M. Jean Lerolle nous affirme que : « Ni les philosophes en persuadant, ni les femmes en aimant ne nous sauveront du désarroi mental et moral. Il est à craindre même qu'ils l'augmentent » (1). M. Jean Lerolle l'entend mal, sans doute. Les forces de persuasion et d'amour sont les plus grandes qui soient, et celles-là mêmes qui firent la gloire de l'Église au moyen âge. Son déclin date de l'époque où elle a voulu en employer d'autres.

Ou catholicisme ou anarchie ? Non pas. Ce serait condamner au désordre tout ce qui reste en dehors de l'esprit théologique.

Une direction sociale quelconque ne saurait différer que par sa manière d'accentuer l'intensité et la vitesse des phénomènes sociaux qu'elle ordonne. De quelque dogme elle s'inspire, elle reste donc toujours dans la même ligne d'ordre et de progrès. Peut-être l'Église a-t-elle une tendance à sacrifier la vitesse à l'intensité, peut-être le positivisme incline-t-il à sacrifier l'intensité à la vitesse, il n'importe. L'essentiel est qu'il y ait une direction sociale.

Les catholiques peuvent donc concourir avec les positivistes. Nous le répétons : ceux-ci ne veulent rien sur ceux-là, et ceux-là ne peuvent rien sur

(1) Enquête de *la Coopération des idées* sur le « rétablissement du pouvoir spirituel ».

ceux-ci. Les positivistes qui ne trahissent point leur Maître savent que ce serait un crime social que de chercher à affaiblir l'Église. « Ceux qui sortent du catholicisme sans se dégager de tout théologisme, dit Comte, deviennent extraordinairement indisciplinables, comme ceux dont l'affranchissement n'aboutit qu'à douter ou nier. Il faut aujourd'hui souhaiter, pour le bien public et le bonheur privé, que les âmes catholiques restent catholiques jusqu'à ce qu'elles deviennent positivistes, en évitant tout scepticisme ».

Un peu malgré elle, l'Église s'est dégagée enfin de toute confusion avec le pouvoir temporel. Elle peut donc reconquérir toute sa puissance spirituelle. Ainsi, l'odieuse persécution politicienne et matérialiste aura servi sa gloire. Ce qu'elle va faire en ce sens mesurera les forces de vivre dont elle dispose encore et qui sont probablement plus considérables qu'on ne le croit généralement et qu'elle ne le soupçonne elle-même.

Elle aurait tort, néanmoins, de persister à dédaigner l'alliance que depuis un demi-siècle le positivisme lui offre. Cette alliance lui est plus nécessaire qu'à lui. Elle a à se défendre, lui n'a qu'à attendre. D'excellents catholiques commencent à le sentir, d'ailleurs. Dans un article intitulé « le pouvoir spirituel », paru dans *l'Univers*, M. Eugène Tavernier écrit : « Le monde positiviste contient un grand nombre d'esprits cultivés. Si cette force se dépense en suivant la direction indiquée par M. Deherme, il doit en résulter un progrès considérable

au profit de l'ordre et de la liberté, de la moralité et du bon sens ». Dans *l'Amitié de France*, M. Georges Dumesnil dit aussi nettement : « La philosophie positive a enseigné M. Deherme à considérer le catholicisme comme la meilleure force sociale et si le positivisme vise pratiquement bon nombre de buts qui sont les nôtres, chacun de nous se croyant plus durable que l'autre, dans le temps de désorganisation où nous vivons, nous pouvons bien nous dire réciproquement : Utilisons-nous ».

Le positivisme peut et doit s'allier au catholicisme ; mais précisément parce qu'il en diffère. Le catholicisme purement politique, c'est-à-dire athée, est certainement une sottise. Le catholicisme ne peut être que théologique.

Éliminer Dieu, que l'intelligence et le sentiment ne peuvent plus accepter, pour conserver seulement la force sociale que représente l'Église, c'est d'abord froisser les vraies croyances, les désemparer, et c'est aussi raser Samson. Laissons l'Église aux fidèles. Pour les incroyants, il y a le positivisme. Il satisfait à tous nos besoins de sentiment, il peut représenter les forces sociales de l'Église, avec tous les développements que comportent une mentalité plus étendue et une socialité plus complexe.

Il faut opter. La croyance au surnaturel n'est pas un fait de volonté, non plus que de nécessité politique. C'est un état d'esprit. La vie est toujours facile à qui croit. Il a une lumière qui le guide. Il est ivre d'amour. Il voit le monde comme un amant sa maîtresse, et un amant qui serait un magnifique

poète. Au fond, il entend mal les angoisses de ceux qui ne peuvent partager sa foi naïve. Et n'est-ce point ceux-ci qui ont le plus besoin de réconfort et de direction ? En réalité, il ne s'agit point de crédulité ou d'incrédulité, il s'agit de l'état théologique, de l'état métaphysique et de l'état positif. L'état positif peut faire surgir une croyance plus forte que l'état théologique, puisqu'elle porte sur tout ce qui est démontrable sans avoir besoin d'être constamment démontré.

D'autre part, la croyance, quelle qu'elle soit, n'est pas toujours une discipline. Le spiritisme est une croyance et nous savons qu'il conduit au cabanon. Il faut que la croyance réunisse, par rapport à un temps, à une race, les conditions d'une religion socialisée. On les connaît. C'est moins le Christ que la force sociale de l'Église qui a fait l'admirable éducation des Français.

Est-ce à dire qu'il faille revenir à l'Église ? Pour les croyants et les demi-croyants, pour tous ceux dont l'âme aspire encore au surnaturel, pour tous les vagues spiritualistes, oui, certes. Mais pour les autres, ceux dont l'esprit a définitivement franchi les états théologiques et métaphysiques, — ce qui leur permet de les mieux comprendre en sympathie, — ce serait en vain qu'on les y inviterait. Ceux-ci, c'est à la religion positive qu'ils doivent adhérer. Le salut du pays, d'abord, du monde occidental ensuite, de la planète enfin, par l'unité morale et intellectuelle indéfectible, est là.

Depuis qu'ils sont sans direction commune, les

cœurs, les intelligences et les âmes prennent la dispersion, la vanité et le vagabondage pour de l'amour, de la force et de la grandeur. C'est déjà beaucoup qu'on reconnaisse l'impérieuse nécessité de se rallier, de se soumettre et de se relier. Il ne reste plus, alors, suivant son état d'esprit, qu'à réapprendre le *Catéchisme* ou à étudier le *Système de politique positive*.

Nous sommes en pleine déliquescence. Si nous ne nous y opposons point de quelque manière, c'est l'écroulement prochain de la civilisation occidentale, et d'abord l'anéantissement de sa plus parfaite expression : la nation française.

Les socialistes ne peuvent que précipiter la chute.

Les catholiques peuvent mieux réagir. Le voudront-ils? Savent-ils? Il ne semble pas. L'Église ne défend plus assez ses fidèles contre les vagabondages de l'esprit et du cœur. Elle hésite entre sa réalité sociale et son inspiration mystique. Il n'y a pourtant pas de plus grand miracle dont elle se puisse glorifier, et de moins contestable, que sa merveilleuse fécondité sociale au moyen âge. Qu'elle s'inspire de ce passé! Elle doit tendre de toutes ses forces à reconstituer le pouvoir spirituel pour les croyants, et en le séparant nettement de tout pouvoir temporel. Ainsi elle reprendra la direction de l'opinion publique des croyants, elle rendra aux catholiques des croyances communes.

Certes, le développement industriel, la complexité sociale croissante ont modifié considérablement les conditions de l'ordre. Il y faut plus qu'au moyen âge, et les catholiques ont à s'en rendre compte.

Le Décalogue ne suffit plus à tout. Une sage alliance avec les positivistes (avec les véritables positivistes religieux, non avec les vulgaires matérialistes qui ont usurpé cette qualification), leur permettra de s'éclairer sur les grands problèmes sociaux de notre temps et leurs solutions. Dans le positivisme, ils ne trouveront rien qui heurte leur conscience et ils y trouveront tout ce qui peut humaniser leur action. Le positivisme n'est que le catholicisme prolongé et élargi.

Une autre raison qu'ils ont pour accepter cette alliance, c'est que l'Église doit dignement renoncer à ramener à elle les esprits qui ont définitivement quitté l'état théologique. Ceux-là, il faut aussi qu'ils se rallient et se relient, et ce ne peut être que par la seule doctrine complète, le positivisme. Ces deux grandes religions, celle du passé et celle de l'avenir, doivent s'unir dans la transition présente (une transition qui durera peut-être des siècles encore) pour diriger l'esprit public. Sinon, nous n'aurons que des persécutés sans énergie et des persécuteurs sans intelligence. Les ignobles manifestations anticléricales en sont un exemple.

L'avenir réservé aux catholiques dans l'évolution sociale dépend donc d'eux-mêmes, de leur sens social.

Ils ont plusieurs dangers à éviter : le fanatisme dévôt, le mysticisme déréglé, le conservatisme niais qui voudrait faire de Dieu le gardien des coffres-forts, le mirage des succès électoraux et politiques, etc. Si les catholiques savent vouloir, ils pourront

beaucoup encore. Une doctrine ne vaut que par ce qu'elle réalise.

Le modernisme est-il vraiment, comme le dit M. Paul Sabatier (1), « la crise la plus profonde par laquelle ait passé l'Église depuis le treizième siècle » ? Sans méconnaître la vigueur de ce mouvement, on le ramène à des proportions plus exactes si l'on fait remarquer que s'installer en chaire de Sorbonne est moins tragique que de monter sur le bûcher. Les conséquences historiques en sont aussi, n'en doutons point, bien moins graves.

L'Église ne peut être que ce qu'elle est ; mais l'inquiétude qui la trouble indique assez qu'elle n'est pas tout ce qu'il faut à notre temps. Le modernisme ne signifie pas autre chose. Malheureusement, ses adeptes restent trop imprégnés de théologisme pour aller au positivisme, qui les mettrait en accord avec eux-mêmes et aussi avec l'Église. Quelques-uns iront au protestantisme, mais la plupart, les plus sincères, n'auront même point la ressource de cet expédient. Car le modernisme n'est pas, comme on l'a dit, une « infiltration protestante ». C'est le déchet produit par une religion qui ne s'adapte plus exactement à la vie sociale présente, mais c'est encore de la matière catholique. Le modernisme reste essentiellement catholique. « Le moderniste est donc un homme, dit Paul Sabatier, qui regarde et qui s'efforce de voir le passé dans toute sa complexité ; cette attitude, il est vrai, était déjà celle du pur savant ; lui y ajoute

(1) *Les Modernistes.*

un élément nouveau : il a conscience d'appartenir à ce passé ; il ne se prend pas pour un spectateur de hasard, il a la sensation de la vie qui circule partout ; ce passé vit encore en lui. C'est par cette sensation d'union intime avec le passé que l'exégèse moderniste prend une physionomie tout à fait originale à côté de l'exégèse protestante ».

Est-ce donc seulement pour appliquer une méthode d'exégèse qu'on a provoqué cette crise, au moment même où l'Église a besoin de rassembler toutes ses forces ? Mais c'est là affaire de pédants, non de pasteur de peuples. Toutes les interprétations les plus ingénieuses et les plus éloquents de l'Évangile selon saint Jean et de l'Apocalypse ne valent point la sérénité de l'âme d'un porcher bas-breton.

Ce n'est « ni un parti, ni une école, c'est une orientation », nous dit-on encore. Et on nous assure que, parmi les modernistes, à côté de l'historien, du savant, on voit le pur et simple démocrate, le poète, l'ouvrier, l'évêque, le séminariste. « Et pourtant, malgré toutes ces différences de situation, de préoccupations, de vocation, ils se reconnaissent ». Soit. Mais où tendent-ils ? Que réalisent-ils ? On connaît la force sociale de l'Église traditionnelle, on entrevoit ce que le positivisme organisé pourra être ; mais quelle discipline va instituer l'union bizarre de ces exégètes et de ces démocrates ? « En définitive, nous dit M. Paul Sabatier, le modernisme est un réveil. S'il s'était produit dans un milieu protestant, il se serait traduit par des conversions ou des régénérations individuelles ; se produisant dans des milieux catho-

liques, il s'est traduit par un intense besoin de communion. Communion avec le passé par les travaux de l'exégèse et des études historiques ; avec le présent, par le renouvellement de l'apologétique et les efforts démocratiques ; avec l'avenir, que l'on s'efforce de préparer. C'est un courant inattendu de mysticisme qui traverse notre siècle et communique à ceux qui vont y boire des ardeurs, des puissances indicibles ».

Dans le rêve, voire dans l'ivresse, on imagine toujours qu'on dispose de puissances indicibles. Le mysticisme provoque la divagation de l'imagination et de la pensée quand il n'est pas contenu par une règle d'airain.

L'esprit théologique prédispose certaines natures au mysticisme morbide. Or, ce mysticisme, malgré son apparence, n'est rien moins que religieux. Il est même volontiers anticlérical. Nous voulons dire qu'il supporte mal les autorités humaines. Ce n'est point de l'amour surexcité, surchauffé ; son fonds, c'est de l'égotisme, de l'individualisme, qu'un subjectivisme sans contrepoids exaspère jusqu'à la folie furieuse. A mesure que l'esprit positif gagne, cette affection mentale tend à disparaître.

Le catholicisme est la religion théologique la plus positive. Il se méfie donc des mystiques. C'est pourquoi il compte les plus grands. Quand ce ne sont pas des génies comme sainte Thérèse, ce sont des hérétiques. Ceux dont elle ne peut contenir le subjectivisme dispersif pour exalter leurs forces spirituelles, l'Église les excommunie.

Ainsi, elle a fait sa part au mysticisme inhérent à toute doctrine théologique ; mais sans plus. Elle ne s'est pas laissée absorber comme certaines sectes protestantes. Elle a toujours tenu ces mystiques en observation. Si elle se peut glorifier des plus grands, c'est qu'elle n'a jamais admis qu'aucun fût médiocre. Entre M^{me} Guyon et sainte Thérèse, il n'y a que cette différence de la médiocrité et du génie.

Une étude scientifique de la psychologie des mystiques est presque impossible. Le plus souvent, nos psycho-physiologues disent là-dessus de lourdes sottises. Un scandale récent, qui s'est dénoué devant les tribunaux, a montré l'inaptitude de la plupart de nos contemporains à comprendre cet état d'âme magnifique et dangereux. Et les ecclésiastiques qui se trouvèrent mêlés à cette affaire ne firent pas exception.

Certes, la sincérité naïve et l'élan enthousiaste des modernistes ne laissent point que de nous toucher ; mais on craint qu'ils n'aggravent la confusion et l'anarchie. « Parmi les sujets du Saint-Siège, comme parmi ses ennemis, il y a bien des hommes qui se figurent que la déroute de Pie X sera la fin de tout, la fin de la foi, la fin de l'unité, la fin de toute religion, le règne d'une anarchie matérialiste féroce. Il y aura sûrement bien des douleurs, bien des larmes, d'indicibles déchirements, mais ces déchirements ne vont pas à la mort. La crise actuelle ne tuera pas l'Église ; elle la transformera. Le catholique de demain ne sera plus un sujet, mais un citoyen » (1).

(1) PAUL SABATIER, *Les Modernistes*.

Nous ne savons que trop, hélas ! ce que sont les « citoyens » dans l'ordre politique. Et c'est bien à cela, en effet, que nous réduit l'orgueil critique, à être une poussière sociale, — ici d'État, là d'Église. Le modernisme nous apparaît donc, sous cet aspect, comme une manifestation de l'esprit révolutionnaire, c'est-à-dire un ferment de dissolution. Ce ne fut jamais mieux mis en lumière que par M. Paul Sabatier : « Croire ce que croit l'Église, pour un moderniste, c'est bien répéter les antiques credos, unir sa voix à celle de la communauté qui chante, mais c'est plus encore, et c'est surtout vivre de la vie de l'Église, de la vie d'une société qui, dans le temps, pense à l'éternité ; on ne se laisse pas écraser par les sollicitations du moment présent, mais on sent sa force, sa fécondité. Ce n'est ni mépriser la tradition, ni la canoniser ; c'est y puiser, comme puise une plante dans un sol généreux, des éléments en apparence bien inférieurs, se les assimiler, les élaborer et porter de nouveaux fruits. Être catholique, pour le moderniste, ce n'est pas avoir la pensée d'un homme, d'une époque, d'une école, c'est vibrer à l'unisson de la pensée de tous les siècles, en comprendre la succession, l'évolution, les étapes, la vie, voir comment le paganisme a été le prélude nécessaire du culte de Jéhovah, comment celui-ci a été la préface des visions prophétiques, comment les voyants d'Israël ont été les précurseurs de celui qui a été doux et humble de cœur et qui, lui-même, a laissé quelques-unes des idées qui inspirent tout le programme du modernisme. « Je ne suis pas venu abolir la loi et les pro-

phètes, je suis venu les accomplir ». De lui aussi, l'Évangile nous a conservé une parole qui y est restée comme une semence qui n'a pas encore germé, dont nous n'avons pas encore senti la valeur : le sabbat est fait pour l'homme et non l'homme pour le sabbat. C'est-à-dire : toutes les institutions religieuses du passé sont bonnes, mais à condition d'en saisir l'esprit et la direction ; elles sont vénérables, à condition qu'elles soient des instruments d'expansion, d'élévation, d'affranchissement et non des cages de servitude ou des foyers de haine pour tout ce qui ne pense pas comme nous : le sabbat est fait pour l'homme et non l'homme pour le sabbat. L'Église est faite pour l'homme et non l'homme pour l'Église ».

Ce qui signifie aussi, ô Sabatier ! qu'il faut laisser à cette Église toute son efficacité humaine éprouvée par les siècles. L'homme n'est pas fait pour l'exégèse, mais l'exégèse pour l'homme.

Il n'y a que deux disciplines assez puissantes, en France, pour régler et relier les esprits et les cœurs : le catholicisme et le positivisme.

Nous savons bien que, du dehors, l'un et l'autre se peuvent discuter. Tout se peut discuter ainsi, et d'abord la vie. Mais il s'agit, précisément, de nous placer au dedans d'un ordre, de subordonner les mouvements de la pensée ou de l'énergie à l'existence, enfin de nous guérir de la manie anarchique, léthifère, de la discussion sur ce qui est nécessaire à la force et à la vie d'une société.

Sans doute, aussi, pour le catholique, le positivisme néglige l'aspiration vers l'absolu, la plus

stante de l'âme humaine ; de même, pour le positiviste, le catholicisme ne résout point le problème du mal, et donc ne prouve pas Dieu.

Mais ces deux grandes doctrines n'en sont pas moins les plus complètes, les plus vivifiantes, qui puissent satisfaire la raison et la foi, — nous entendons les deux ensemble, le cœur et l'esprit. Il y a plus de raison vivante et vivifiante dans le dogme touchant de l'Immaculée-Conception que dans n'importe quelle théorie métaphysique.

Nous n'avons pas à nous inquiéter de ce qui l'emportera enfin. Aujourd'hui, les croyants et les incroyants sont à peu près également partagés et aussi désarmés. Ni ceux-là ne convertiront ceux-ci, ni ceux-ci ne doivent inquiéter ceux-là dans leur foi.

La tâche d'une ligue d'ordre sera de les reconforter également et de les rallier au principe fixe qui leur convient.

Ne nous y trompons point ; en France, actuellement, il n'y a que deux disciplines possibles pour un cerveau qui se veut sain, pour une âme qui se veut forte, pour une énergie qui se veut efficace : le catholicisme traditionnel pour les croyants, le positivisme pour les sceptiques. Ils ne se peuvent réduire l'un à l'autre, et il serait mortel pour la société française de le tenter.

Organisons donc la coopération sociale des catholiques et des positivistes. C'est d'une pressante nécessité.

CHAPITRE V

Le Pouvoir spirituel

S'il était vrai, comme on l'a soutenu, que les dogmes théologiques fussent seuls immuables et que les principes positifs dussent être constamment remis en question par la critique, il nous faudrait admettre la fatalité de l'anarchie, c'est-à-dire de la décomposition sociale. Mais, au contraire, c'est l'esprit théologique qui est modifiable, tandis que l'esprit positif est définitif. Espérons.

On l'entend bien, il ne s'agit point d'imposer à l'opinion générale les systèmes particuliers, provisoires, de tel ou tel penseur plus ou moins subtil, il s'agit de faire prévaloir la socialité sur la personnalité dans les activités, les pensées et les affections, en un mot, d'organiser le dévouement. Pour cela, le positivisme est une assise. Il nous apprend, d'abord, à ne jamais sacrifier le but aux moyens.

M. Lucien Arréat nous a dit (1) que le mal est bien plus dans la corruption des mœurs et dans le relâchement des caractères que dans le désordre des idées. Mais c'est ceci qui a produit cela.

Auguste Comte y insiste et y revient souvent : « Le trouble des pensées a gravement altéré les senti-

(1) Enquête de *la Coopération des Idées* sur « le rétablissement du pouvoir spirituel ».

ments... Pendant les cinq siècles de l'anarchie occidentale, et surtout depuis l'explosion de la grande crise qui doit la terminer, le désordre de l'esprit a de plus en plus affecté le cœur. C'est d'après celui-ci qu'il faut maintenant définir la maladie révolutionnaire consistant dans une surexcitation continue de l'orgueil et de la vanité, par suite d'une tendance, éminemment contagieuse, vers l'infailibilité personnelle. Aussi la maladie occidentale exige un traitement plus affectif qu'intellectuel. Le sentiment étant moins troublé que l'intelligence, c'est surtout de lui que dépendra le rétablissement de l'ordre occidental ».

Nous ne savons plus qui a dit : « Les athées vivent à l'ombre de la religion ». Rien de plus vrai, et partout. Nous continuons à vivre de ce qui reste des mœurs d'autrefois ; mais parce qu'il n'y a plus d'âme commune, nous ne les entretenons, nous ne les recréons plus, et leur fonds, si riche qu'il ait été, s'épuise. Prenez, au hasard, journaux, revues et livres. Il n'est aucune aberration morale qui n'ait ses poètes, ses théoriciens, ses avocats, voire ses propagandistes.

Qu'est-ce que le pouvoir spirituel ? C'est ce qui dirige en dehors du pouvoir temporel. C'est-à-dire une puissance vivante, qui ne se détermine point par des articles de loi, dont les agents ne se recrutent point par nomination ni par élection, mais par sélection et vocation, qui n'a jamais recours à quelque contrainte physique, — et qui n'en est que plus obéie et respectée. Qu'est-ce que l'anarchie ? C'est tout ce qui n'est pas réglé, coordonné, discipliné, appliqué à

une fin sociale par l'un de ces deux pouvoirs. Lisons Comte à propos : « Le principe révolutionnaire consiste surtout dans l'absorption du pouvoir spirituel par les forces temporelles, qui ne reconnaissent d'autre autorité théorique que la raison individuelle, du moins envers les questions les plus importantes et les plus difficiles. Tous les partis actuels méritent ainsi d'être également qualifiés d'anarchiques et de rétrogrades, puisqu'ils s'accordent à demander aux lois les solutions réservées aux mœurs. Cette perturbation est devenue tellement universelle et profonde, que les meilleurs amis de la liberté n'hésitent jamais à recourir aux moyens matériels pour faire prévaloir leurs opinions quelconques ».

Pour les délinquants, par exemple, on réclame des peines plus dures. Et puis ? La peine n'est efficace que dans un certain ordre social, et non point en proportion de sa dureté, de son mécanisme, mais de la socialité même qui l'édicte, l'applique et la subit. S'il ne s'était agi que de frapper fort, il y a longtemps que les sociétés eussent extirpé le vice et le crime, parce que rien n'est plus aisé que de frapper fort.

Les « vieilles religions » et les « grandes morales » suffisent, nous a dit M. Henri Mazel (1). Mais comment perdurent les vieilles religions et comment se maintiennent les grandes morales ? C'est là toujours la question. Est-ce la trancher que d'affirmer que ce n'est pas la force de l'Église, mais la foi au Média-

(1) Enquête de *la Coopération des Idées*.

teur qui a fait le catholicisme ? On voit trop bien le contraire. « En matière de religion et de civilisation, ajoute M. Mazel, l'humble prière incohérente de l'isolé importe plus que les plus altières et irréfutables définitions des conciles ». A ce compte, il nous faut placer les misérables Thibétains, avec leurs moulins à prière, en tête de la civilisation. Au surplus, la religion qui ne s'affirme que par « l'humble prière incohérente de l'isolé » n'est pas une religion. Même pour soutenir un paradoxe, on n'est pas autorisé à changer la signification des mots. Sans communion, sans culte, sans Église, il n'est pas de religion, parce que le propre de la religion est de relier (1).

C'est dans ce sens exact qu'on a pu dire que l'homme devenait de plus en plus religieux, et c'est pourquoi le positivisme, dont toute l'admirable systématisation rallie et relie, est la plus parfaite des religions.

M. Henri Mazel nous a demandé encore comment le pouvoir spirituel empêchera les « ignobles » et les « sournois » d'être tels ? Nous lui demanderons, à notre tour, quels sont les articles de loi qui fixent les bonnes et les mauvaises manières, qui imposent la politesse, l'urbanité, par exemple, dans les salons, les lieux publics, voire dans la rue ? Par quels

(1) Nous savons bien qu'on nous propose, aujourd'hui, de faire dériver religion de *relegere*, opposé à *neglegere*, et non de *religare*. Mais ces disputes de pédants ne modifient en rien le sens social d'une grande chose comme la religion. Observer les rites, scrupuleusement, avec fidélité, sans *négligence*, c'est en fait se relier. Pas de religion sans culte, et pas de culte sans communauté.

moyens on astreint les femmes à s'infliger la torture de donner à leurs corps les formes et les lignes inattendues que la mode décrète ? Comment pousse-t-on tant de héros à sacrifier leur bien-être, leur vie, sans autre compensation que la simple approbation de la postérité, cette « autre vie des philosophes » (1), cette opinion publique dans le temps ?

Dans quelque groupe humain que ce soit, même dans les hordes primitives ou sauvages, il y a toujours un pouvoir spirituel. Auguste Comte en a fait l'histoire.

Il ne s'agit point d'orthodoxie absolue, mais de la convergence qui est indispensable pour que la société ne se détraque point ; de l'hygiène morale qui est nécessaire pour que nous pensions et agissions sainement et pour que nous soyons heureux ; de l'éducation qui est utile pour que nous nous élevions, à tout le moins pour que nous ne dégénérons point.

L'unité morale parfaite est peut-être une chimère ; mais sur la poussière intellectuelle et la cendre morale, dans le chaos social, rien ne germe plus, tout languit et meurt.

Même au moyen âge, le catholicisme n'a pu réaliser cette « unité » absolue. Ce serait beaucoup si, avec lui, le positivisme parvenait à en réaliser ce qu'il faut à la France pour vivre. Et pour cela, il

(1) Lettre de Diderot à Falconet. Dans la même lettre, on lit encore : « La postérité ne commence proprement qu'au moment où nous cessons d'être ; mais elle nous parle longuement auparavant. Heureux celui qui en a « conservé la parole au fond de son cœur ! » — « Les peines ou les plaisirs réels ou physiques ne sont presque rien. Les peines et les plaisirs d'opinion sont sans nombre ».

faut agir. On ne comprend la doctrine positiviste qu'en la vivant au grand jour, parce qu'il faut l'aimer. L'exégèse du positivisme, c'est l'action.

Les royalistes nous ont dit que la presse, au service de la finance internationale, fabrique aux Français une opinion antifranaçaise. D'après eux, cela est inhérent au gouvernement républicain. Pourquoi? Il n'en serait pas de même d'un roi. Pourquoi? C'est oublier que la ploutocratie est apparue sous la monarchie qui ne lui a point été hostile; c'est oublier l'histoire. Qu'ils se reportent donc à ce qu'écrivait Auguste Comte en 1826, c'est-à-dire sous le régime panacée: « Je dois indiquer enfin, comme dernière conséquence générale de la dissolution du pouvoir spirituel, l'établissement de cette sorte d'aristocratie moderne qui n'a point d'analogie exacte dans l'histoire, et qu'on peut désigner, à défaut d'une expression plus juste, sous le nom de ministérialisme ou de despotisme administratif. Son caractère organique propre est la centralisation du pouvoir poussée de plus en plus au delà de toutes les formes raisonnables, et son moyen général d'action est la corruption systématisée ». Et encore, plus tard, en nous expliquant pourquoi, en pleine désorganisation spirituelle, l'ordre politique est nécessairement rétrograde tandis que le progrès est inévitablement anarchique: « Ceux qui croient conduire ne peuvent obtenir ou conserver l'autorité que d'après une hypocrisie dégradante, où les inférieurs imposent leur état aux supérieurs. Voilà comment, depuis que le besoin de construire est devenu prépondérant, le scepticisme, qui ne convenait qu'au

siècle de la démolition, constitue le principal obstacle à la véritable émancipation. Non moins contraire à la sécurité qu'à la dignité, la situation contradictoire des hommes d'État les empêche autant de retenir que de pousser. En temps ordinaire, ils emploient les croyances rétrogrades et les dogmes anarchiques à se neutraliser mutuellement, sans pouvoir nulle part trouver des principes de prévision ni de conduite. Ils ne peuvent éviter les déviations qu'en demeurant passifs, quoique la situation les force souvent d'agir. Toujours incapables de guider ou d'arrêter le public, ils se bornent à le seconder, soit quand les vices de la rétrogradation suscitent des secousses anarchiques, soit lorsque les désastres résultés de celle-ci disposent à rétrograder davantage ».

Après la Renaissance, la monarchie devint de plus en plus absolutiste, centralisatrice, bureaucratique, parasitaire. Dès lors, la France est atteinte. La maladie suivra son cours. Notre parlementarisme actuel n'en est que le paroxysme. Nos jacobins ne font qu'exagérer les vices des rois de la décadence, et ils les multiplient de leur nombre. Dernièrement, un royaliste, Fagus, le reconnaissait (1) : « Certes, quand Louis XIV abattit le vieux Louvre « gothique » de Philippe Auguste, et qu'il ne comprenait plus, une fissure fêla la Bastille, et la tour du Temple tressaillit... *Ich dien*, je sers, disait avec fierté le moyen âge. — *Non serviam*, crient les temps modernes. Les

(1) *Discours sur les préjugés ennemis de l'histoire de France.*

guerres civiles et religieuses avaient révélé une nouvelle noblesse, frondeuse, rebelle, insurgée. Et à la fin bridée, et du coup à moitié détruite, énervée surtout, si elle sert, c'est servilement. Quand jadis le gentilhomme chambellan, sa cuirasse délacée, préparait la chambre du roi, il était là aussi noble qu'aux côtés du roi combattant ou jugeant. Mais quand cette chambre il la para de vaniteuse inertie, il passa laquais. Et le bourgeois à l'affût le supplanta... C'est le triomphe de l'homme sensible, cet aïeul de l'humanitaire, ce haineux des choses héroïques, qu'annonce déjà Fénelon. C'est le triomphe enfin du bureaucrate et du parleur, et de l'agioteur : du niveleur, pour tout dire d'un mot ».

On ne va pas contre l'opinion publique, on ne va même pas sans elle. Les élections qu'on truque ne la suppléent point. Avec un roi, elle peut n'être pas égarée, dispersée et avilie comme elle l'est, systématiquement, dans l'anarchie parlementaire : elle n'en sera pas moins fluctuante et dangereuse si elle n'est éclairée et guidée. C'est donc là que doit porter le premier et le plus énergique effort de reconstitution sociale. Ce qui rend le parlementarisme si nocif et ce qui le maintient malgré tout, c'est qu'il fait de ses adversaires les plus déterminés des collaborateurs en leur inspirant une activité qui accroît la confusion. Si toutes les forces vives qui se perdent dans une vaine agitation s'employaient à une action positive, elles pourraient beaucoup. Elles pourraient tout. Au lieu de gaspiller des millions aux élections pour aggraver la fièvre politicienne qui nous mine,

pourquoi ceux qui se croient de bons citoyens ne font-ils point un journal d'informations, indépendant, à gros tirage, qui renseignerait exactement les Français, enseignerait le peuple, contrôlerait les dirigeants ? Au lieu de s'acharner à recruter quelques partisans incertains de nous ne savons quel « coup » miraculeux, pourquoi ne pas bâtir un Palais du peuple, qui faciliterait l'organisation des grandes forces prolétariennes, en les éclairant, en les disciplinant ? Le parti qui ferait cela, d'abord, manifesterait qu'il veut véritablement ce que tous disent vouloir, et qu'il peut. Mais aucun ne le fera, et pour cause.

Les catholiques disent : toute autorité vient de Dieu ; nous disons, nous : de l'Humanité. Sous deux termes différents, c'est le même principe qui subordonne la partie à l'ensemble, ce qui passe à ce qui dure. Sans ce principe essentiel, aucun appétit personnel n'est contenu, aucun caprice divergent n'est bridé, aucune tyrannie ne se limite. « Nos parlementaires peuvent tout, a-t-on dit, parce qu'ils soutiennent que Dieu n'existe pas ». Peut-être aussi soutiennent-ils que Dieu n'existe pas pour pouvoir tout. Et le parlementarisme les y pousse d'autant mieux qu'il représente le principe contraire, le sacrifice de l'intérêt général aux intérêts particuliers, la haine du passé qu'on ne veut pas continuer comme de l'avenir qu'on ne peut préparer, pour s'absorber dans l'ignoble jouissance du moment. Il faut un ordre, et un principe qui ne porte pas nécessairement au désordre. Une opinion publique peut s'instruire, s'organiser. Elle est un ensemble de sentiments sociaux.

Un Parlement ne connaît que la cohue électorale, et celle-ci qui ne se forme jamais qu'un jour, pour une fin personnelle, elle ne se meut que pour des promesses ou des profits immédiats.

Toute fonction suppose un organe. Il n'y a pas de société sans gouvernement temporel et spirituel. Seulement, ces deux pouvoirs peuvent être réunis, ce qui entraîne le pire despotisme ; ou confondus, ce qui provoque le gâchis tyrannique que nous avons présentement et qui va s'aggravant.

Le grand principe catholique, que le positivisme loin de rejeter complète et développe, c'est la séparation des deux pouvoirs. La franc-maçonnerie, sans doctrine d'ailleurs, méconnaît cette admirable division du travail social que nous devons surtout au catholicisme.

Avec le catholicisme contre la franc-maçonnerie, contre tous les partis, il y a donc à « rétablir » vraiment, et au plus tôt, la séparation des deux pouvoirs : « l'un qui commande les actes, l'autre qui modifie les volontés ; l'un moral, qui conseille, l'autre politique, qui commande ». « La prépondérance nécessaire de celui-ci, toujours fondé sur la force matérielle, dit A. Comte, représente l'ascendant spontané de la personnalité dans notre imparfaite nature, où les plus grossiers besoins se trouvent les plus urgents et les plus contenus. Sans cette irrésistible fatalité, notre vie individuelle manquerait elle-même de consistance et de direction ; mais surtout notre existence collective ne comporterait ni caractère, ni activité. C'est pourquoi le pouvoir moral, qui repose

sur la conviction et la persuasion, doit rester purement modérateur, sans devenir jamais directeur ».

On sait comment les fonctions se répartissaient jadis. Le positivisme perfectionne sans changer ce que la nature sociale a spontanément fait surgir et l'empirisme entretenu : « Le pouvoir matériel est concentré chez les grands ou les riches ; le pouvoir intellectuel appartient aux sages et aux prêtres ; et le pouvoir moral réside parmi les femmes ; ils reposent respectivement sur la force, la raison et l'affection ». Les deux derniers se combinent pour former le pouvoir spirituel : le philosophe règle la vie publique, la femme la vie privée.

Les deux pouvoirs se caractérisent réciproquement par la dénomination de l'autre. En nommant l'un spirituel, on précise que l'autre est matériel ; en qualifiant celui-ci de temporel, on indique que l'autre est éternel.

Le pouvoir temporel ne s'exerce donc que sur ce qui est présentement. « Sans aucune autorité envers le passé qu'il connaît trop peu, ni sur l'avenir qu'il ne saurait comprendre », il ne s'inspire que du présent. Il n'a qu'à maintenir la solidarité. Toutefois, cet empirisme exige une direction morale ; « car toutes les mesures pratiques qui concernent le présent doivent être connues d'après le passé et pour l'avenir ; autrement elles manqueraient à la fois de base et de but ». Cette direction morale, au contraire, s'inspirera donc de ce qui dure et maintiendra la continuité.

« Le pouvoir religieux, dit Comte, principal organe

de la continuité humaine, représente seul les deux durées indéfinies entre lesquelles flotte le domaine éphémère du pouvoir politique proprement dit. C'est en parlant exclusivement au nom du passé, qu'il contemple sans cesse, et de l'avenir, qu'il médite toujours, que le vrai sacerdoce devient l'unique consécrateur efficace de toutes les dignes autorités empiriques civiles, ou domestiques. Aussi, le contraste hétérogène des noms usités rappelle à la fois la nature propre et le domaine respectif de chacun des pouvoirs spirituel ou temporel ».

Il convient de remarquer qu'à l'hostilité inconsidérée des jacobins et des intellectuels pour la séparation des pouvoirs, le bon sens populaire oppose sagement la distinction de la théorie et de la pratique. « Chaque profession dignement exercée devenant moralement un véritable office civique, le théoricien et le praticien constituent donc, dans les moindres arts, les vrais équivalents des deux pouvoirs spirituel et temporel... Aussi, les qualifications de théorique et de pratique sont les plus propres à caractériser la vraie nature du grand dualisme social, et son extension nécessaire à toutes les parties de l'organisme collectif ».

Auguste Comte marque encore d'autres oppositions qui exigent la séparation des deux pouvoirs. L'un est général et l'autre spécial. « La vraie théorie est toujours générale, comme la saine pratique reste constamment spéciale ; puisque chacun doit tout concevoir essentiellement, sans que personne aspire à tout exécuter. La spécialité actuelle des prétendus

théoriciens constitue une véritable monstruosité intellectuelle et sociale, que l'anarchie moderne peut seule expliquer et qui devient aujourd'hui le principal obstacle à la reconstitution de l'ordre occidental. D'après l'intime dépendance, à la fois objective et subjective, qui lie tous les éléments physiques, intellectuels et moraux de l'économie naturelle, son étude scientifique et logique ne saurait être scindée sans une profonde irrationalité. Aucune partie de cet ordre universel ne devient vraiment appréciable sans la conception des autres. La vie réelle a toujours besoin de leur ensemble, qui peut seule conduire à de véritables conseils ; tandis que les savants spéciaux ne peuvent aujourd'hui fournir aux praticiens que de simples renseignements dont ceux-ci doivent même se défier ordinairement. Sans la généralité des vues, qu'on ne saurait obtenir autrement, l'abstraction théorique deviendrait habituellement une pure infirmité mentale, aussi stérile pour le bien public que nuisible au bonheur privé. C'est à une telle étude systématique de l'ordre universel que les praticiens doivent ensuite rattacher leurs entreprises spéciales pour l'amélioration correspondante de cette économie universelle. Alors la théorie et la pratique se trouvent intimement combinées, d'après une suffisante harmonie entre l'esprit d'ensemble et l'esprit de détail, également indispensables à notre sagesse pour remplir dignement son office actif ».

L'un est universel et l'autre local ; celui-ci considère la Patrie sous l'aspect politique ; celui-là l'Humanité sous l'aspect moral.

Le pouvoir spirituel doit donc rester étranger à toute puissance matérielle, soit économique, soit politique. La richesse et le commandement sont aussi contraires à l'influence morale de la femme dans la vie privée qu'à l'influence intellectuelle du philosophe dans la vie publique. « Tout commandement lui devient doublement funeste, soit en préoccupant son esprit de détails qui gênent la vue de l'ensemble, soit en corrompant son cœur par l'habitude d'employer la force au lieu de la raison et de l'amour ». Et A. Comte, ailleurs, dit encore : « Pour se borner à conseiller, il faut ne pouvoir jamais commander, même par la richesse ; autrement notre misérable nature reste disposée à substituer souvent la force aux démonstrations ». L'amour et la persuasion sont les seuls moyens du pouvoir spirituel, — et ce sont les plus efficaces. S'effraye-t-on qu'ils puissent trop, nous répondrons que, s'appuyant sur l'opinion publique et surtout sur l'énergie prolétarienne, ils ne peuvent que le bien.

Ainsi donc, le pouvoir spirituel doit être spirituel sans cesser d'être un pouvoir.

Il y a, là contre, un gros préjugé. On redoute le cléricalisme.

L'éducation est le principal office du pouvoir spirituel constitué. Par le fait même que cet office est rempli, on peut dire que ce pouvoir se constitue. Aucune fonction ne s'accomplit sans organe. C'est ainsi que toute éducation sociale est cléricale. L'anticléricalisme est proprement de la contre-éducation. S'il n'a pas le « prêtre », le prolétariat aura le « meneur ». Se re-

fuser à reconstituer le pouvoir spirituel, c'est continuer à livrer le populaire aux politiciens et aux démagogues, à tous les éléments de corruption morale et de dissolution sociale.

Quand il reste dans sa fonction, le cléricalisme est la garantie de toute liberté. En effet, et Auguste Comte l'a bien montré, « une loi très connue de la nature, en politique, établit formellement que le seul moyen de n'être pas gouverné, c'est de se gouverner soi-même. Elle est applicable aux masses comme aux individus, aux choses comme aux personnes. Elle signifie, dans son acception la plus étendue, que moins le gouvernement moral a d'énergie dans une société, plus il est indispensable que le gouvernement matériel acquière d'intensité pour empêcher l'entière décomposition du corps social ». Si donc, actuellement, la force ne joue pas un plus grand rôle dans notre gouvernement, c'est qu'elle répugne de plus en plus à notre civilisation industrielle, et c'est aussi que l'énergie manque. Mais elle est remplacée par le truc, la ruse, et surtout la corruption, — qui valent moins, qui sont plus pernicious. Et nous ne sommes pas plus libres !

Mais, objectera-t-on, tout cléricalisme suppose des dogmes ; que devient la liberté de penser ?

Elle reste entière, puisque les dogmes ne sont que proposés. L'opinion organisée seule doit suffire à contenir la divagation. L'ordre n'en exige pas plus.

Mais, enfin, dira-t-on encore, le positivisme a ses dogmes. Oui, — parce que la pensée a ses lois, et l'affection ses règles. Le principe fondamental du dogme

positif, on le connaît : c'est « l'assujettissement de tous les phénomènes quelconques à des relations invariables ». De l'admettre et de s'y conformer, nous prions qu'on nous dise en quoi la liberté de penser est restreinte ? Elle en est grandie, au contraire, puisqu'elle est fortifiée ainsi. De même, ce qu'on nomme « l'amour libre » n'est ni de l'amour humain ni de la liberté. Il convient mieux à des sauvages, asservis à toutes les nécessités immédiates, aux étroites possibilités, d'errer peureusement à travers la brousse et la jungle : une belle route, sûre, aplanie, droite, est une conquête de la civilisation, une liberté certaine, celle de circuler en sécurité et d'atteindre l'étape. Elle a pourtant sa police et elle nous trace une ligne de marche.

Déraisonner n'est pas librement penser, puisque ce n'est pas penser, — non plus que voler ou tuer sont de la liberté sociale, puisque c'est contre toute socialité. « Le dogmatisme, nous dit Comte, est l'état normal de l'intelligence humaine, celui vers lequel elle tend par sa nature, continuellement et dans tous les genres, même quand elle semble s'en écarter le plus. Car le scepticisme n'est qu'un état de crise... Les peuples modernes ont obéi à cette impérieuse loi de notre nature, jusque dans leur période révolutionnaire, puisque toutes les fois qu'il a fallu réellement agir, même seulement pour détruire, ils ont été conduits inévitablement à donner une forme dogmatique à des idées purement critiques par leur essence. Ni l'homme, ni l'espèce humaine ne sont destinés à consumer leur vie dans une activité stérile-

ment raisonneuse, en dissertant continuellement sur la conduite qu'ils doivent tenir ». D'autre part, il dit encore : « Soit sous le rapport intellectuel, soit sous le rapport moral, il est constaté que dans toute société régulière, les notions de *bien* et de *mal* destinées à diriger la conduite de chacun dans les diverses relations sociales et même dans la vie purement individuelle (en tant qu'elle peut influencer sur ces relations), doivent se réduire à ce qui est *prescrit* ou *prohibé* par des préceptes positifs, établis et maintenus par une autorité spirituelle convenablement organisée, et dont l'ensemble constitue la doctrine sociale directrice ».

Le savoir pour le savoir aboutit à l'absurde. Ce n'est plus la division féconde du travail, puisque aucun dogme ne relie plus les travailleurs, c'est la pulvérisation de la connaissance. Les pédantocrates semblent avoir pour idéal intellectuel la science de la fourmi, — qui sans doute connaît mieux le grain de sable qu'aucun de nos savants ne le connaîtra jamais.

Une science qui n'a d'autre fin qu'elle-même est la pire chimère.

Une explication ne termine rien, elle complique tout. D'un problème qu'on croit résolu surgissent d'autres problèmes plus complexes. L'extrême spécialisation dans une science en désagrège l'unité, et il n'y a qu'une grande doctrine religieuse, soit le catholicisme, soit le positivisme, qui puisse discipliner la pensée scientifique et la subordonner à ce qui est plus qu'elle : le cœur ; pour la faire concourir à sa fin la plus haute : l'Humanité.

La foi sera toujours la première des vertus sociales.

Résumons. D'après Comte, le pouvoir spirituel a pour destination propre l'organisation et la direction de l'opinion publique. Il élabore, il rappelle, il maintient les principes de socialité. Il règle, il conseille, il consacre. Il a la direction suprême de l'éducation, soit spéciale, soit morale. Le nombre des théoriciens ne doit pas dépasser le dix-millième du chiffre de la population totale, et cette fonction ne souffre point la médiocrité morale et intellectuelle.

Si l'on veut bien se rendre compte de la situation critique dans laquelle se trouve la civilisation occidentale, et notamment la société française, à tous égards, si l'on y réfléchit librement, peut-être admettra-t-on enfin, avec Comte, que « la formation du sacerdoce positif devient la première condition d'une régénération mentale et morale, non moins indispensable à l'ordre qu'au progrès ».

Comme tous les fondateurs de religion, Auguste Comte a trop négligé l'inertie et les résistances qui s'opposent au développement naturel de la société. Il supposait qu'au vingtième siècle l'Humanité tout entière serait ralliée au positivisme comme à la religion la plus compréhensive. Il se trompait, et peut-être volontairement. Pour mieux voir et nous montrer, il rapprochait.

Il y faudra des siècles et des siècles...

Mais ce recul indéfini ne nous dispense point des devoirs présents. Le plus urgent, c'est de commencer, en France, une organisation de l'opinion publique

et une éducation sociale suffisantes pour réagir contre la politiquerie et toutes les anarchies. Car il faut que la France vive pour que l'Humanité s'élève. Fille aînée de l'Église, elle est la mère prodigieuse du positivisme.

Ce que Comte appelait la « maladie occidentale », provoquée par une « critique effrénée », « l'insurrection générale des vivants contre les morts », et la « destruction révolutionnaire », se caractérise surtout par les vaines prétentions de tous à l'autorité, aux titres, à la richesse. Nul n'est plus satisfait de ce qu'il est, nul n'est plus heureux où il est. Au lieu de fonctions à remplir, on ne conçoit plus que des droits à sauvegarder ou à conquérir. Tous les rapports en sont faussés, tout est subverti. « La soumission est la base du perfectionnement ». C'est donc, d'abord, l'humilité et la vénération que nous avons à réapprendre. Elles n'importent pas moins à la santé du cœur qu'à l'équilibre cérébral.

Ce serait déjà quelque chose — une véritable puissance spirituelle — qu'un groupe d'hommes renonçant délibérément à toute candidature, à toute distinction, à tout lucre, pour se consacrer à l'éducation populaire et à l'organisation sociale. Leur tâche est bien définie. Ils n'ont qu'à s'inspirer du Maître, et par le cœur surtout. Deux entreprises possibles aussitôt solliciteront plus particulièrement leur dévouement social : la fondation d'un Palais du peuple et celle d'un grand journal quotidien. Ceci pour avertir l'opinion publique des mensonges par lesquels on la divise, on l'égare, on l'exploite. Cela pour arracher

le prolétariat aux suggestions abrutissantes et dangereuses des démagogues. Ceci pour rallier une opinion française libérée, assainie, instruite, la diriger, la mettre en action, et d'abord contre le parlementarisme dissolvant et pour la reconstitution sociale. Cela pour relier et discipliner toutes les énergies sociales du peuple afin de reconstruire solidement toutes nos assises : familles, salons, communes, universités populaires, corporations, coopérations, mutualités, etc...

Voilà comment se rétablira prochainement le pouvoir spirituel, et pourquoi. C'est dans la nuit d'agonie où se débat l'âme française effarée, une toute petite lueur vers quoi les bonnes volontés se peuvent diriger.

TABLE DES MATIÈRES

	Page s
INTRODUCTION..	1
PREMIÈRE PARTIE	
La crise économique	
CHAPITRE PREMIER. — Les Prolétaires.	19
CHAPITRE II. — Le Socialisme..	28
CHAPITRE III. — Le Réformisme..	64
CHAPITRE IV. — Le Syndicalisme..	82
DEUXIÈME PARTIE	
La crise politique	
CHAPITRE PREMIER. — Les Fonctionnaires.	149
CHAPITRE II. — L'Anarchie dissolvante.	209
CHAPITRE III. — Le Parlementarisme.	228
CHAPITRE IV. — La Dictature positive..	246
TROISIÈME PARTIE	
La crise morale	
CHAPITRE PREMIER. — La Femme et le Positivisme.	279
CHAPITRE II. — La Décomposition morale.	294
CHAPITRE III. — L'Individualisme..	316
CHAPITRE IV. — La Coopération sociale du Catho- licisme et du Positivisme.	337
CHAPITRE V. — Le Pouvoir spirituel..	354

325
BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place St-Sulpice, PARIS-6^e

COLLECTION DE MORALE ET DE SOCIOLOGIE

LE PROBLÈME DES RETRAITES OUVRIÈRES, par
G. OLPHE-GALLIARD. 1 vol. in-16 3 fr. 50

POURQUOI ET COMMENT ON FRAUDE LE FISC.
L'Impôt sur les Successions, l'impôt sur le Revenu, par
Ch. LESCŒUR, docteur en droit, professeur à la Faculté
libre de droit de Paris, 4^e édition revue et mise au cou-
rant des plus récentes innovations fiscales. — Les
comptes-joints. — Les dépôts à l'étranger. — Les dépôts
avec procuration. — La location de coffres-forts. — Les
dons manuels. — Les arrangements internationaux. —
L'envoi en possession spécial. — Le serment fiscal. —
L'augmentation des droits de succession, etc. — 1 vol.
in-16. 3 fr. 50

MORALE ET SOCIÉTÉ, par George FONSEGRIVE. 1 vol.
3^e édition 3 fr. 50
*Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales
et politiques (1908)*

TRAITÉ DE SOCIOLOGIE D'APRÈS LES PRINCIPES
DE LA THÉOLOGIE CATHOLIQUE, par L. GARRIGUET.
I. — *Régime de la Propriété*. 1 vol. 2^e édition. 3 fr. 50
II. — *Régime du Travail*, tome I, 1 vol. 3 fr. 50
III. — *Régime du Travail*, tome II, 1 vol. 3 fr. 50

LA VALEUR SOCIALE DE L'ÉVANGILE, par le même
auteur. 1 vol. 3 fr. 50

LA DÉPOPULATION EN FRANCE, par Henry CLÉMENT.
*Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales
et politiques*. 1 vol. in-16 3 fr. 50

LA CRISE SOCIALE, par Georges DEHERME. 1 vol. in-16.
Prix. 3 fr. 50

LES ORIENTATIONS SYNDICALES, par V. DILIGENT.
1 vol. in-16 3 fr. .